



REGARD
**Pays basque:
entretien avec
Aurore Martin**
Page 2

PREMIER PLAN
**Accord emploi-
compétitivité:
des reculs sans
précédents**
Page 3

INTERNATIONAL



**Trois militantes
kurdes assassinées**
Page 5

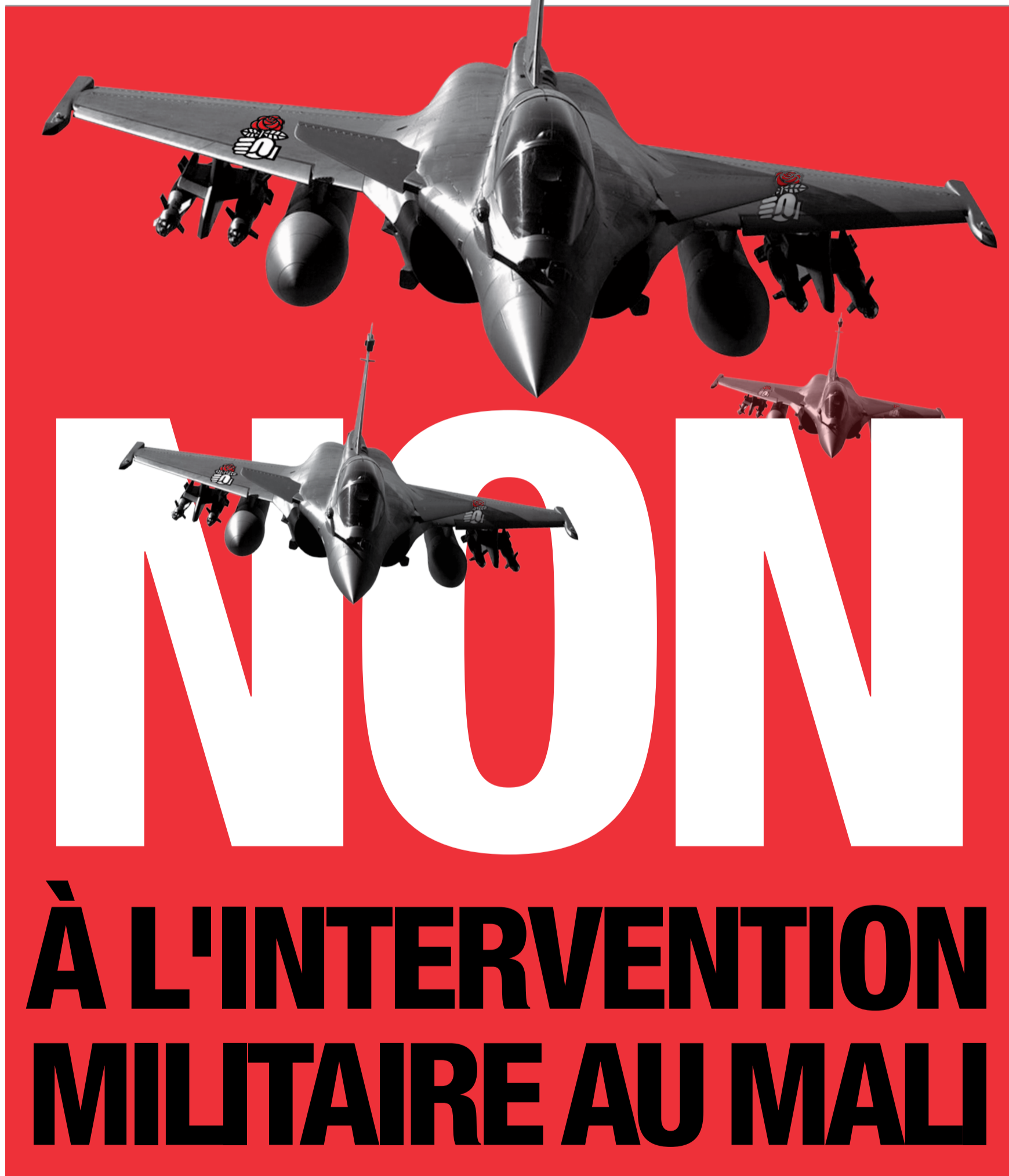
ACTU



**Logement:
la réquisition,
c'est maintenant!**
Page 8



ACTU
**Virgin: après
la mobilisation
historique**
Page 9



La France en pompier pyromane

Annoncée vendredi par Hollande lui-même, l'intervention militaire française au Mali n'a que peu de chose à voir avec les intérêts du peuple malien.

Quelques jours après avoir rompu le cessez-le-feu, Ansar Dine et ses alliés du Mujao (Mouvement pour l'unicité du Djihad en Afrique de l'Ouest), AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique), renforcé par des militants nigériens de la secte islamique Boko Haram, tentaient de s'emparer de la commune de

Konna. Ainsi, 800 à 900 combattants répartis en deux colonnes différentes dans des dizaines de véhicules convergeaient vers cette localité. Difficile de comprendre les motivations des islamistes. Soit gagner des territoires pour renforcer leur position lors d'éventuelles reprises de négociations, soit tenter, après Konna, de s'emparer

SUITE PAGE 2

Agenda

18 janvier, manifestation pour la régularisation de tous les sans-papiers, Paris. RV à 14h30 à République.

19 janvier, rassemblement pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Paris. À 15 heures devant le Ministère de l'Intérieur, place des Saussaies. Rendez-vous au M^e St Augustin.

19 janvier, soirée du NPA Saint-Denis, avec Philippe Poutou. Projection du film « Haya », sur la grève automobile à Citroën-Aulnay en 1982. En présence de Philippe Poutou et de syndicalistes de PSA Aulnay. À partir de 18h30 au restaurant « Roi du couscous », 63 rue du Landy, La Plaine-Saint-Denis. Repas : 10 euros ; inscriptions : naudinj@hotmail.fr

20 janvier, concert de soutien à la radio Fréquence Paris Plurielle. RV au CICP, 21 ter rue Voltaire, Paris 11^e. À 17h : projection du film *Fréquence Paris Plurielle* de Marion Lary, 52 mn, suivi d'un débat. À 18h : concert avec Les Fossoyeurs Septik, la Société Elle a Mauvaise Haleine et Rewinder.

24 janvier, meeting contre les licenciements et pour la convergences des luttes, Paris. RV à 19 heures, amphi Caquot de Science Po, 28 rue des Saints-Pairs, M^e Rue du Bac ou Saint-Germain-des-Prés. Avec des travailleurs de Sanofi, Virgin, PSA, Air France, Presstalis...

24 janvier, soirée « L'accès aux soins et la santé pour touTEs ». À l'initiative du Collectif santé Saint-Denis : projection du film *la Relève* de Juliette Warlop suivie d'un débat. Au cinéma l'Écran, 14 passage de l'Aqueduc à Saint-Denis.

27 janvier, manifestation pour l'égalité des droits. RV à venir.

SUITE DE LA PAGE 1

de l'aéroport de Sevaré à une quinzaine de kilomètres de la grande ville de Mopti, ce qui aurait ainsi très fortement entravé le déploiement prochain des troupes de la Cedeao (le regroupement des pays de l'Afrique de l'Ouest).

Malgré ces tentatives réelles de résister, l'armée malienne a dû reculer devant la puissance de feu des djihadistes. L'armée française est intervenue notamment par des frappes aériennes de Mirage 2000 D basés à Ndjamena et des hélicoptères. En France, du PS à l'extrême droite, s'est créé un consensus pour approuver cette opération baptisée Serval, la deuxième depuis deux ans. La première fut la tentative de libérer Michel Germaneau et d'empêcher une attaque d'AQMI en Mauritanie qui s'est transformée en fiasco avec assassinat de l'otage français.

La responsabilité de la France dans la crise malienne

La crise malienne vient de trois facteurs qui se sont combinés. L'affaiblissement – voire au Nord la disparition de l'État malien – du fait des politiques initiées depuis les années 80 suite à la crise de la dette, politiques d'ajustement structurel qui continuent et n'ont pas seulement détruit les services sociaux mais aussi liquidé les quelques industries et entreprises de service maliennes et augmenté le chômage et la misère. La chute brutale de Kadhafi en Libye a supprimé pour le Sahel un espace de médiation dans les crises récurrentes touarègues et engendré

un afflux de combattants surarmés revenant dans leur pays d'origine, notamment au Mali. Enfin, troisième facteur et non des moindres, la corruption du clan de la présidence de la République. Il est fort probable qu'Amadou Toumani Touré (ATT), comme d'ailleurs d'autres généraux maliens, avait un intérêt financier dans les différents trafics du nord du pays orchestrés par des contrebandiers et les islamistes. Dans cette crise, la France a une énorme responsabilité puisqu'elle a appuyé les politiques libérales, dirigé l'intervention en Libye et soutenu ATT. D'autant que, suite au coup d'État qui a fait tomber ATT tel un fruit trop mûr, la diplomatie française de Sarkozy puis de Hollande n'a pas varié d'un iota. À travers la Cedeao, elle a remis en selle les caciques de l'ancien régime qui ont conduit le pays à la catastrophe.

Une gestion militaire lourde de dangers

L'offensive des djihadistes va permettre au régime de Bamako – dont la légitimité sur le plan constitutionnel est douteuse et sur le plan populaire loin d'être avérée – de décréter l'état d'urgence sur l'ensemble du pays et ainsi pouvoir interdire toute manifestation de la gauche et des organisations populaires. Quant à la France, elle peut désormais s'installer officiellement au Mali. Le fait de donner un nom à cette opération militaire tend à montrer qu'elle s'installe dans la durée, d'autant que François Hollande

lui-même indique qu'elle « prendra le temps nécessaire ». De plus, les objectifs de cette intervention, définis par Jean-Yves Le Drian ministre de la Défense, sont plutôt flous : « contrer l'offensive des groupes djihadistes, empêcher ces groupes de nuire, assurer la sécurité de nos ressortissants, notamment européens » et permettent toutes les interprétations possibles.

La libération du nord Mali est un impératif, et les populations qui vivent sous le joug de ces « bandits qui se sont déguisés en musulmans » – pour reprendre l'expression d'une habitante de Tombouctou – sont de fait prisonnières. Mais cette libération ne pourra se faire sans une refondation politique du pays. La région nord Mali connaît un nombre d'armes impressionnant, certains membres des communautés comme les Songhaï, les Peul ou les Bellah ont créé des milices comme Ganda Iso (fils de la terre en langue songhaï) avec la volonté d'en découdre avec les Touarègues, les Maures et les Arabes. L'intervention des troupes étrangères, dont les troupes françaises, menace d'enfoncer le pays dans une grave crise politique et humanitaire. Ici, les travailleurs, la population n'ont aucune raison d'être solidaires de cette guerre qui, pas plus que l'intervention en Afghanistan, ne libérera les populations et n'a d'autre visée que la défense des intérêts des multinationales françaises en Afrique. Nous ne serons pas de l'union nationale qui se fait derrière Hollande et l'intervention militaire. **Paul Martial**

regards

Propos recueillis par Claude Larrieu

PAYS BASQUE « La perspective reste plus que jamais de développer la mobilisation »



PEDRO

Entretien avec Aurore Martin, militante de Batasuna, organisation de la gauche indépendantiste basque, interdite dans l'État espagnol en 2003, légale dans l'État français. Aurore a été victime d'un mandat d'arrêt européen et livrée par le gouvernement français à Madrid, puis libérée le 22 décembre dernier après deux mois de prison à Soto Del Real. L'entretien a été réalisé deux jours après l'impressionnante manifestation qui a eu lieu à Bilbao le 12 janvier pour le respect des droits des presos, les prisonniers politiques basques. Philippe Poutou y a participé avec une délégation de camarades pour y exprimer le soutien et l'entière solidarité du NPA.

Heureux que tu sois revenue parmi nous Aurore ! Ton extradition à Madrid le 1^{er} novembre, ta libération conditionnelle deux mois après ont été deux événements politiques aussi inattendus l'un que l'autre. Comment les expliques-tu ? Comment as-tu vécu ton incarcération ? Quelle est aujourd'hui ta situation judiciaire ? La rapidité avec laquelle tout s'est passé – quelques heures seulement entre l'interpellation et la remise à la Guardia Civil, la police espagnole, qui m'attendait en force à la frontière – indique qu'il y a eu préparation et gestion bien antérieures, qui ne peut venir au minimum que du ministre de l'Intérieur, Manuel Valls. Ce que confirme d'ailleurs la déclaration du gouvernement espagnol parue dans la presse, où il se félicite de la collaboration avec le gouvernement français. J'ai été stupéfaite d'être libérée moins de deux mois plus tard : la moyenne pour un dossier de preso est de deux ans de préventive. C'est la très forte mobilisation et la pression populaire qui ont permis ma libération. Les conditions d'emprisonnement



ADA

étaient durs. Comme tous les presos, j'étais sous le régime du « statut spécial restrictif » qui coupe les prisonniers de l'extérieur, leur interdit les contacts entre eux, empêche des activités, permet l'enregistrement des visites familiales, intimes, des appels téléphoniques etc. De plus je suis resté isolée le premier mois. Le courrier reçu des autres presos, d'Iban Pena, preso à Soto, puis l'arrivée d'Olga Comes (sous le coup d'un MAE) dans ma cellule m'ont beaucoup aidée.

droits des presos. Tu y as rencontré notre camarade Philippe Poutou. Tes impressions sur cette manifestation ? Comment vois-tu la suite ? La manifestation de Bilbao a été spectaculaire. 115 000 personnes dans la rue pour les droits des presos (ils sont plus de 600, dont 136 dans les prisons françaises) ! La présence de Philippe Poutou, seul représentant d'organisation « française » a été remarquée et appréciée. Les presos pâtissent aujourd'hui d'une forte répression et subissent des conditions carcérales très

Je suis maintenant en libération conditionnelle, en attente du procès. Sous contrôle judiciaire, je dois pointer chaque mois dans un tribunal de l'État espagnol.

Tu étais à la manifestation à Bilbao pour le respect des

difficiles. Les objectifs immédiats sont : leur regroupement au Pays basque, la libération immédiate des gravement malades (ils sont 13), des conditionnables, de celles et ceux ayant accompli les trois quarts de leur peine... Il faut de plus qu'ils soient enfin reconnus en tant que prisonniers politiques. La perspective reste plus que jamais de développer la mobilisation.

Aujourd'hui, le Pays basque crée les outils pour le dialogue, s'engage pour la résolution politique, démocratique et pacifique du conflit. Mais c'est un processus unilatéral, les États espagnol et français font la sourde oreille. Le gouvernement Hollande doit changer d'attitude. L'État français peut et doit faire un premier pas vers le processus de paix. Il serait alors difficile pour l'État espagnol de ne pas suivre. La clé pour que se débloque cette situation est l'engagement massif de la société civile.

L'organisation dont tu fais partie, Batasuna, a annoncé son autodissolution dans une conférence de presse à Bayonne le 3 janvier. Peux-tu nous en résumer les

raisons ? Quelles sont maintenant vos perspectives ?

L'autodissolution de Batasuna est une décision logique. Elle succède à l'autodissolution d'Askatasuna, organisation de soutien aux presos, puis de l'organisation de jeunesse Segi il y a quelques mois. Ces outils ont été créés il y a une dizaine d'années, dans un autre contexte. C'était une période de confrontation, et il fallait implanter Batasuna au Pays basque Nord.

Aujourd'hui, avec le processus de paix, s'ouvre un nouveau cycle et nous avons fait preuve de maturité. Quant à notre avenir, nous nous donnons plusieurs mois pour en décider.

Ceci dit, notre engagement reste le même, avec une orientation double, indépendance et socialisme. Nous œuvrons pour la reconnaissance du Pays basque Nord et d'Euskal Herria, le Pays basque. La sortie du conflit doit s'accompagner du droit à l'autodétermination. Dans ce cadre démocratique, l'officialisation de l'euskara (la langue basque), les questions sociales, l'autogestion, etc. auront toute leur place.

ACCORD EMPLOI-COMPÉTITIVITÉ Des reculs sans précédents

Dans la continuité du «pacte de compétitivité» et du cadeau de 20 milliards d'euros au patronat, le gouvernement a fait de l'accord pour «un nouveau modèle économique et social», signé vendredi 11 janvier par le Medef et trois syndicats, l'enjeu central de sa politique. Encore une fois cela consiste à faire payer l'essentiel des «sacrifices» aux salariéEs.

Des contreparties bidon...

Les prétendues contreparties ne sont qu'un enfumage servant d'alibi aux syndicats signataires – CFDT, CFTC, CGC – à travers une mise en scène grossière. Le patronat au dernier moment «recule», concède une taxation partielle des CDD ne concernant ni l'intérim ni les contrats saisonniers et CDD de remplacement. L'aide à l'embauche en CDI d'un moins de 26 ans est une nouvelle exonération de cotisations permettant de compenser cette taxation. La généralisation de la complémentaire santé n'est qu'une des faces de la privatisation de la protection sociale, mutuelles et assurances privées prenant la place de la Sécurité sociale. Les mesures concernant les chômeurEs, déjà en discussion dans le cadre de l'Unedic, seront encadrées par l'équilibre financier de l'assurance-chômage. Les autres contreparties ne sont que des mesuretteS censées faire un contrepois acceptable aux reculs.

... pour un triomphe du Medef

Les attaques sont d'une toute autre ampleur. Tout d'abord la possibilité d'accords dits de «maintien dans l'emploi», d'une durée maximale de deux ans prévoyant une baisse de salaire et/ou une augmentation du temps de travail, en échange d'un engagement de maintien de l'emploi sur sa durée.

Les procédures de licenciement économique sont profondément modifiées : un accord majoritaire peut s'affranchir du droit du travail concernant le nombre de réunions, l'ordre des licenciements (placement de la «compétence professionnelle» en tête des critères de reclassement) et le contenu du plan social. La durée de la négociation est préfixée et il est possible d'engager les reclassements internes avant la fin de la procédure. L'accord doit être

contesté dans les trois mois et le salarié n'a qu'un an pour contester son licenciement.

À défaut d'accord, le plan social est soumis pour avis au CE et transmis pour homologation à l'administration dont le délai de réponse est strictement fixé (maximum de 4 mois à partir de 250 licenciements) et dont le silence vaut acceptation. La contestation doit être formée dans un délai de trois mois et le refus d'avis du CE vaut avis négatif. Le délai est d'un an pour la contestation du motif de licenciement ou le non-respect par l'employeur de ses obligations.

Les entreprises qui lancent une réorganisation assortie de mobilité interne sans licenciement n'ont plus à engager une procédure de plan social mais une négociation sur «les conditions de mobilité professionnelle ou géographique interne», portant notamment sur des mesures d'accompagnement. En cas

de refus, le salarié ne bénéficie pas des mesures de reclassement prévues lors d'un licenciement économique, car celui-ci est considéré comme ayant un motif personnel. Alors qu'actuellement il faut un accord de branche pour des contrats de travail intermittents, cette possibilité sera librement ouverte aux entreprises. Enfin, quelques autres entours : lorsque l'effectif d'une entreprise passera les seuils de 10 ou 49 salariés, elle aura un an pour mettre en œuvre les obligations légales. Les recours à l'expertise pour plusieurs CHSCT devront être regroupés, et les frais d'expertises, fixés par barème, seront imputables aux comités d'entreprise. Les irrégularités de forme ou de procédure ne devront pas être un obstacle à la validité des licenciements et les transactions dans les procédures prud'homales plafonnées (14 mois de salaires au-delà de 25 ans d'ancienneté) et sans recours.

Partir des résistances pour une contre-offensive

Il s'agit là d'un véritable bouleversement du Code du travail, avec la prédominance d'une légalité soumise aux rapports de forces au niveau de l'entreprise et du rapport individualisé employeur-salarié. La signature de syndicats en fait minoritaires – CGC, CFTC et CFDT représentent environ seulement 1/3 des salariéEs contre près de 50% pour la CGT et FO – ne rend évidemment pas légitime un tel accord. La participation ambiguë de la CGT (et de FO) à cette négociation à froid a bien sûr rendu la contre-mobilisation difficile. Les luttes de ceux d'Arcelor, de Virgin, de PSA, de Goodyear, de Sanofi et bien d'autres portent d'autres espoirs, d'autres revendications : interdiction des licenciements, expropriation des licenciés, réduction du temps de travail. Nos revendications.

Robert Pelletier



Par Christine Poupin

PAS QUESTION DE LAISSER LA RUE AUX CATHOS ET AUX RÉACS !

L'Église, l'UMP, le FN, l'ultra-droite et tout ce que la France compte d'intégristes ont communié dimanche 13 janvier dans la rue, une fois n'est pas coutume ! Pour les grenouilles de bénitiers et autres tenants de l'ordre moral, c'est la manifestation de l'intolérance et de l'homophobie décomplexées. Pour la droite, c'est l'occasion de faire une démonstration d'opposition au gouvernement alors qu'elle a bien du mal à trouver des sujets pour se démarquer sur les terrains sociaux et économiques.

Avec le mariage pour tous et toutes, le gouvernement se contente d'une mesure minimale, qui lui permet de se redonner un vernis de gauche. Il compte nous faire oublier à peu de frais qu'il coupe les budgets des services publics, supprime des dizaines de milliers d'emplois, laisse faire les licenciements et casse le droit du travail... Qu'il poursuive la politique d'expulsions de Sarkozy et oublie une autre promesse du PS, le droit de vote pour les étrangers et les étrangères. Avant même la manifestation, le Parti socialiste avait déjà renoncé à l'amendement permettant l'accès à la procréation médicalement assistée (PMA) pour les lesbiennes. Les reculs du gouvernement ne font qu'encourager et renforcer le camp réactionnaire. Des manifestations unitaires sont organisées, le 19 janvier, dans plusieurs villes et le 27 janvier à Paris, pour exiger l'égalité des droits. Les reculs du gouvernement et le sinistre défilé de ce dimanche doivent nous inciter à être le plus nombreux et nombreuses possible. L'opposition de droite choisit le terrain de la haine et de l'intolérance, rien de plus normal. L'homophobie, comme le racisme ou le sexisme ne servent qu'à diviser celles et ceux qui subissent la crise et l'austérité. En face, il y a besoin d'une opposition de gauche qui ne cède rien sur l'égalité totale des droits, concernant non seulement le mariage, mais aussi l'adoption, la filiation, la PMA pour les homosexuelLes, les droits de vote pour les résidentEs étrangerEs, et la régularisation de touTEs les sans-papiers.

CAHUZAC ET LA FISCALITÉ «La grande réforme fiscale est faite»?

Fragilisé par l'affaire révélée par Mediapart (cf. Tout est à nous ! n° 176) Jérôme Cahuzac ministre du budget, a affirmé, lors de l'émission de France 2 Mots Croisés lundi 7 janvier, que la grande réforme fiscale promise par le candidat Hollande avait d'ores et déjà été faite... Sur ce terrain aussi, le gouvernement a renoncé.

Il y a un peu plus de deux ans, Hollande, qui n'était que candidat à l'investiture du PS, mettait au cœur de sa campagne la «révolution fiscale». Inspiré par des économistes comme Thomas Piketty, il n'avait alors cessé de prôner une réforme ambitieuse visant à remettre à plat toute la fiscalité française, avec comme objectif de «redistribuer justement et financer efficacement». Mais ça, c'était il y a deux ans. Désormais au pouvoir, le président Hollande et tous ses ministres prônent «la stabilité fiscale».

Une réforme fiscale qui fait pschitt...

À écouter Cahuzac, la grande réforme fiscale tant promise a été faite puisqu'une nouvelle tranche d'imposition à 45% a été créée (alors que sous Giscard

d'Estaing elle était à 60%) et que les revenus du capital sont désormais taxés comme ceux du travail... Mais on est loin, très loin du compte, surtout qu'au final la grande réforme fiscale du gouvernement est en fait un amoncellement de renoncements.

Le premier fut celui face «aux pigeons», concernant la taxation des plus-values de cessions mobilières qui mit un sacré coup à la volonté de taxer à égalité les revenus du capital et ceux des revenus. Le candidat Hollande voulait en finir avec les niches fiscales : dans les faits, il n'aura pas été très sévère à cet égard, puisque la loi de finances 2013 prévoit 70,7 milliards d'euros de niches, contre 70,8 dans celle de 2012. Pire, celles permettant une réelle défiscalisation des plus riches, comme les niches outre-mer, n'ont même pas été

sujettes au coup de rabot ni au plafond global. Nous avons eu le droit également à un «pas de deux» sur l'incorporation des œuvres d'art dans le patrimoine soumis à l'impôt sur la fortune. Ce ne sera finalement pas le cas, le gouvernement ayant renoncé, devant le tollé déclenché. On peut encore citer le cas des résidences secondaires, que le gouvernement envisageait de soumettre à la contribution à l'audiovisuel public. Mais il y a également renoncé, ouvrant la voie à une hausse de ladite contribution, de l'ordre de 6 euros.

Hollande garant des plus riches

N'en déplaise à M. Cahuzac, le gouvernement Ayrault n'a en rien procédé à une «grande réforme fiscale» et encore moins à une politique confiscatoire comme

voudrait nous faire croire la droite et certaines personnalités. Par contre, il a maintenu le gel du barème de l'impôt sur le revenu qui augmentera la charge de 16 millions de foyers fiscaux, bien au-delà donc des riches, et même de ce que l'on appelle communément les «classes moyennes», et rapportera beaucoup plus à l'État. Le système fiscal français restera donc scandaleusement défavorable au plus grand nombre et continuera d'épargner les revenus du capital.

Loin d'être les auto-proclamés ennemis de la finance tel qu'ils s'étaient mis en scène dans le cadre de la campagne présidentielle, le PS et le gouvernement s'affichent aujourd'hui comme leurs véritables garants.

Sandra Demarcq

RÉFORMES
INSTITUTIONNELLESDu « big bang »
au pétard
mouillé

En novembre dernier, le rapport Jospin avait été présenté comme un véritable « big-bang » institutionnel, mais les réformes préconisées s'étaient révélées déjà bien timides (cf. *Tout est à nous!* n° 170 et 174). Le 7 janvier, lors de la présentation des vœux au Conseil constitutionnel par François Hollande, les quelques réformes que le Président a finalement retenues ne représentent quasiment plus rien.

Hollande ne retient donc que des réformettes dont la plus médiatisée a été la proposition de mettre fin au statut de membre de droit du Conseil constitutionnel des anciens présidents de la République. Par contre, la proposition d'un système de « parrainage citoyen » pour les candidats aux élections présidentielles a été écartée, ainsi que la proposition sur le non-cumul des mandats. Celle-ci sera reprise par Ayrault lors d'une future session parlementaire mais on peut craindre le pire... Enfin, en ce qui concerne le droit de vote des étrangers, on n'en parle carrément plus du tout, malgré l'engagement de Hollande lors de la campagne électorale.

En matière de promesses reniées ou oubliées, nous commençons malheureusement à en avoir l'habitude et cela y compris pour des réformes sociétales qui économiquement ne coûtent pas cher. Politiquement, par contre, le coût risque d'être élevé. Contrairement aux petits calculs selon lesquels des « compromis », voire des abandons, seraient susceptibles d'amadouer un public hésitant, les reculades risquent de donner confiance à une droite réactionnaire qui en demande toujours plus. Pour de nouveaux droits (et la sauvegarde des anciens!), du suffrage universel à l'IVG en passant par les congés payés, l'histoire nous enseigne que ce n'est que par des luttes massives et un vrai rapport de forces qu'on arrive à les arracher.

Ross Harrold

FRONT NATIONAL
Entre le ciel, l'UMP et sa démagogie

Jeu de rôles, réelles divisions et désaccords, volonté de Marine Le Pen de s'imposer à la tête de son parti, il y a de tout cela dans l'apparente confusion qui a entouré le positionnement du FN sur la « manif pour tous » de dimanche. Ils n'y étaient pas tous mais tous soutenaient...

« **L**e Front national appelle ceux qui, élus, cadres, militants ou sympathisants, veulent exprimer leur opposition à ce projet de loi en participant à « la manifestation pour tous » organisée le 13 janvier à retrouver sa délégation... » indiquait la motion du bureau politique du FN. Bien évidemment le FN était de tout cœur avec toutes celles et ceux qui partent en croisade pour les « règles fondatrices et plurimillénaires de notre société et de notre civilisation », le camp de la réaction la plus bornée. Mais il lui fallait bien tenter d'exister et Marine Le Pen a, elle, pris ses distances. Elle a soutenu « les élus, militants, sympathisants » du FN qui voulaient se joindre à cette manifestation « légitime » tout en dénonçant « ce qui est devenu une grossière tentative de récupération politicienne et d'enfumage sociétal de la part de l'UMP et du PS ». Comme Florian Philippot, vice-président du FN, elle n'a pas participé, contrairement à Bruno Gollnisch, à Marion Maréchal Le Pen ou Collard, à ce qui est une « tentative de diversion de la classe politique au détriment des vrais problèmes des Français ». « C'est le rôle d'un responsable politique que d'avoir le courage et la lucidité d'expliquer aux Français les pièges dans lesquels on cherche à les faire tomber ».

Difficile d'être le plus à droite...

L'occasion pour elle de jouer sur plusieurs tableaux, d'autant que ses propres électeurs seraient partagés, « cinquante-cinquante », sur la question. Une raison de ne pas se mêler ni aux intégristes catholiques de Civitas ni à l'Église traditionaliste, et surtout de ne pas se solidariser d'une manifestation UMP-Jean-François Copé en lui donnant un label de parti d'opposition. Cette opposition de droite, c'est le FN et lui seul.

Entre l'Église et l'UMP, Marine Le Pen a préféré garder ses distances pour préserver sa position, tout en laissant son parti afficher sa solidarité sans réserve avec tout ce que le pays compte de curés, d'intégristes et de réacs. Préserver son image de représentante du peuple face au milieu bourgeois

traditionaliste, tout en dénonçant la classe politique UMP-PS pour ne pas se laisser détourner de sa propre croisade contre la mondialisation au nom du poison nationaliste. « PS, UMP sont des partis de la mondialisation, ce sont des partis mondialistes. Nous sommes nous le parti de la France. » affirmait-elle dans ses vœux.

Cela ne l'a pas empêché de soutenir l'intervention « légitime » de l'armée française au Mali, « dans la mesure où notre pays a été appelé à l'aide par le gouvernement légitime du Mali en application d'une coopération de défense entre nos deux pays, dans une zone francophone ». Dénoncer la mondialisation, c'est pour elle une façon de défendre

les intérêts des multinationales françaises qui profitent de la Françafrique et ont des visées sur les richesses minières du Mali.

La démagogie de Marine Le Pen n'a d'autres ambitions, elle aussi, que de servir les intérêts des classes dominantes, contre les travailleurs et les peuples.

Yvan Lemaitre

PEILLON ET L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
Une posture de gauche pour
une politique de droite

L'Église catholique, violemment opposée au projet de loi en faveur du mariage pour toutes, a décidé d'utiliser les établissements d'enseignement privé pour imposer son point de vue aux 2 millions d'élèves sous son contrôle.

Le 12 décembre dernier, Eric de Labarre, secrétaire général de l'enseignement catholique, a adressé aux 8 300 chefs d'établissements catholiques un courrier dans lequel il incite à prendre toutes les initiatives possibles, selon les rapports de forces locaux, pour lutter contre le projet de loi. En novembre, selon des parents d'élèves, un prêtre a prononcé un violent réquisitoire contre le projet de loi dans le cadre d'un cours d'éducation civique obligatoire dans un lycée de Cannes.

Peillon a demandé aux recteurs de veiller à éviter tout dérapage homophobe... mais sans préciser par quels moyens. Puis il a choisi de lancer une polémique publique en déclarant qu'en « adressant une lettre aux chefs d'établissement, le secrétaire de

l'enseignement catholique a commis une faute ». Pourquoi? Pour faire oublier que, sur l'essentiel, la politique scolaire de Hollande-Peillon poursuit celle de Sarkozy-Chatel? Pour se donner à peu de frais une allure d'homme « de gauche », au moment même où le gouvernement mène fondamentalement une politique de droite?

Pour en finir réellement
avec la main mise du privé

Peillon ne veut précisément pas toucher à la loi Debré de 1959 qui organise le financement des établissements privés sous contrat, catholiques à 90%, et autorise l'Église à y rappeler ses positions. « Très respectueux du caractère propre de l'enseignement catholique », il ne veut pas le priver de cette

manne de près de 7 milliards d'euros par an, alors qu'il poursuit les mesures d'austérité étranglant l'école publique. Pas plus qu'il ne veut en finir avec le concordat en Alsace-Moselle.

Pour réduire l'influence idéologique réactionnaire de l'Église et libérer les jeunes des écoles privés (bien souvent non croyants), il faut nationaliser sans indemnité ni rachat et sous contrôle des personnels tous les établissements d'enseignement privé. Nous combattons pour un gouvernement qui oserait prendre ces mesures sans craindre les foudres des évêques, du Medef et tous ceux qui, sous couvert de défendre la liberté de conscience, protègent en réalité « la liberté » de l'Église et du patronat d'endoctriner.

Stéphane Andrieu et Raphaël Greggan

RYTHMES SCOLAIRES

Retrait du décret !

Le gouvernement a fait connaître le projet de décret Peillon aménageant la semaine dans le premier degré. Sous couvert des rythmes scolaires, il prévoit une demi-journée de travail supplémentaire et programme la soumission des écoles et enseignants aux communes, via l'introduction des projets éducatifs territoriaux (PET). Ces PET représentent une remise en cause du cadre national de l'enseignement public et des statuts. La circulaire codifiant la partie annualisée des services des enseignants le confirme. Face à de telles attaques, des réactions se font entendre, particulièrement à Paris où l'unité syndicale est faite contre ce projet (avec une journée de grève le 22 janvier), et d'autres initiatives se préparent. Signe de l'opposition des enseignants, les principaux syndicats enseignants ont voté contre ce projet dans les instances consultatives (CSE, CTM) la semaine dernière.

Agir

Rien n'est gagné, Peillon a déclaré : « il n'y a pas de proposition alternative », confirmant la volonté du gouvernement de promulguer le décret et s'appuyant ainsi sur le refus du syndicat majoritaire, le SNUipp-FSU, d'exiger le retrait du projet.

Dans les écoles, AG et réunions syndicales doivent se multiplier. Au conseil syndical du SNUipp des Bouches-du-Rhône, une motion repoussée de justesse jugeait que « La réponse face à un tel projet s'impose d'elle-même : l'unité pour le retrait pur et simple. L'heure n'est plus de demander au gouvernement des précisions ou de nouvelles concertations ».

À l'évidence, c'est en multipliant les prises de position, pour l'unité des enseignants et de leurs syndicats contre ce projet et non pour une « réécriture » qu'il sera possible d'obtenir le retrait de ce texte et de la loi d'orientation dont découle ce décret. En tous les cas, l'heure est à la mobilisation.

Eric Aba

SYRIE

Discours de guerre

Après des mois de silence, le dictateur Bachar al-Assad a fait un discours le 6 janvier, à la suite de la chute de l'aéroport militaire de Tafitnaz au nord-ouest du pays entre les mains de la résistance populaire armée. La chute de plusieurs bases militaires aurait laissé espérer – au moins chez les pro-régime – un discours ouvert à la négociation avec l'opposition et quelques concessions. Ils ont été déçus.

En effet, le dictateur a annoncé que « la Syrie ne connaît pas de révolution », et qu'elle vit « une guerre de l'extérieur », une guerre « entre le peuple et les bandes de criminels et assassins ». Il a réclamé l'arrêt d'aides militaires et logistiques apportées, selon ses dires, par des États tiers à des « bandes ». Il a clos son propos en présentant ce qu'il a qualifié de « solution politique » taillée à sa mesure et rejetée immédiatement, à juste titre, par la majeure partie de l'opposition. Il a déclaré poursuivre la guerre la plus meurtrière contre son peuple. L'émissaire de l'ONU, Lakhdar Brahimi, a qualifié ce discours de « répétition d'anciennes initiatives qui n'ont pas fonctionné », en ajoutant qu'il « ne voit pas de rôle pour Bachar al-Assad dans la période de transition ». Les gouvernements occidentaux l'ont qualifié « d'irrationnel » ou « d'irréel ». Le gouvernement russe l'a considéré « comme une base à prendre en compte dans les négociations ». La rencontre entre les représentants des États-Unis et la Russie avec Ibrahim à Genève le 11 janvier s'est terminée par des déclarations sur des « avancées importantes enregistrées » et les deux parties de souligner « qu'il n'y a qu'une solution politique pour la crise en Syrie », en d'autres termes la fameuse « transition organisée » au centre du consensus des grandes puissances.

Une politique de destruction

La dictature mène depuis deux ans une guerre de la terre brûlée des zones révoltées. Détruisant ou endommageant environ un million de maisons, entraînant le déplacement d'environ quatre millions de personnes et 800 000 réfugiés dans les pays voisins, avec des coupures d'électricité (23 heures par jour depuis le début de cette année) qui touchent en particulier les quartiers et les zones populaires, et des carences énormes dans le système de santé, puisque 300 hôpitaux dans les zones révoltées ont été détruits, le manque en eau, en farine et pain...



Le régime dispose encore d'une force militaire très imposante. Les avancées militaires de la résistance populaire armée, aussi significatives qu'elles soient, sont encore loin de la victoire définitive sur la dictature. Cette dernière détruit systématiquement l'infrastructure de ces zones révoltées et les liens sociaux, afin de briser le support populaire de la résistance et d'amener les masses à ne plus protester. 3 800 usines ont arrêté de fonctionner. Dans la zone industrielle d'Alep, seules 200 usines sur 860 sont en activité, et encore avec difficulté. Dans la zone industrielle de Deir Ez-Zor, dans l'est du pays, aucune usine n'est en activité. Ceci explique pourquoi la classe ouvrière, numériquement forte, est invisible en tant que telle, mais les ouvriers sont massivement présents à titre individuel dans le processus révolutionnaire en cours.

Le mouvement populaire continue

La barbarie du régime, n'a pas pu, et ne pourra pas, soumettre le peuple révolté. Plus que jamais, le peuple syrien veut en finir avec ce dernier et rejette toute négociation permettant au dictateur et à sa clique de rester pendant la période transitoire. Le développement de la résistance populaire armée n'a pas entraîné la faiblesse ou la disparition du mouvement populaire. Au contraire, et malgré d'immenses difficultés, le mouvement populaire reste un pilier central de la révolution. Le centre syrien indépendant des statistiques l'a confirmé: 211 manifestations le 21 décembre 2012, 216 manifestations le 28, 229 manifestations le 4 janvier 2013, et 210 manifestations le 11. La révolution syrienne vaincra et la dictature tombera, dans cette révolution populaire permanente. Ghayath Naisse

KURDISTAN

Trois militantes kurdes assassinées

Mercredi 9 janvier, Sakine Cansiz, Findan Dogan (Rojbin) et Leyla Soleymez ont été exécutées en plein cœur de Paris dans le local du CIK (Comité d'information sur le Kurdistan), de toute évidence par un ou des tueurs professionnels.

Depuis l'assassinat de Mehdi Ben Barka, les crimes politiques à Paris se comptaient sur les doigts d'une main, Henri Curiel, Pierre Goldman, Mahmoud Hamchari, représentant de l'OLP assassiné par le Mossad, Dulcie September de l'ANC en 1988 et très récemment le 8 novembre dernier, Paruthi, un responsable Tamoul. Les trois femmes assassinées avaient des profils très différents même si elles avaient en commun leur engagement dans la lutte pour la reconnaissance des droits du peuple kurde. Sakine Cansiz était une icône du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dont elle avait été un des membres fondateurs avec Abdullah Ocalan. Marxiste et féministe déterminée, elle s'était toujours battue pour que les femmes aient un rôle et une place reconnus dans la lutte. Emprisonnée à la fin des années 70 à Diyarbakir au Kurdistan de Turquie, elle y avait été atrocement torturée et mutilée. Sa réponse avait été de cracher au visage de ses bourreaux. Findan, fille de réfugiés, avait grandi

en Europe et représentait la nouvelle génération des militants kurdes. C'était une militante infatigable à Bruxelles et à Paris où elle rencontrait régulièrement les élus pour expliquer la cause kurde. Leyla Soleymez était aussi un exemple de cette nouvelle génération.

Erdogan veut négocier

Ces meurtres interviennent dans un contexte bien particulier. Depuis quelques semaines, le Premier ministre turc Radgyp Erdogan et l'AKP, le parti islamiste au pouvoir, tentent d'obtenir un désarmement de la résistance kurde. Le chef du MIT, la police secrète turque, s'est rendu sur l'île d'Imrali où est emprisonné Abdullah Ocalan, et des parlementaires du BDP (le parti kurde héritier de DEP, HADEP et autres avatars car le parti est régulièrement dissous et interdit) ont pu rendre visite à Ocalan. Depuis son kidnapping en 1999, Ocalan était maintenu dans un isolement complet et l'État turc se refusait à négocier avec les « terroristes » kurdes, malgré les nombreuses initiatives du PKK et les multiples

cessez-le-feu unilatéraux. Les raisons de ce changement sont sans doute à chercher dans les prochaines élections en Turquie, où Erdogan se verrait bien élu Président avec des prérogatives considérablement renforcées par rapport au statut actuel. Ce changement est aussi lié aux bouleversements régionaux entraînés par les révolutions arabes. Il y a seulement deux ans, la Turquie avait de grandes ambitions régionales et son projet de barrage sur l'Euphrate lui donnait la clé de l'approvisionnement en eau d'une grande partie du Moyen-Orient. Mais la révolution égyptienne a changé la donne. En Syrie, la province à majorité kurde du nord du pays a conquis une autonomie qui devrait perdurer, quelle que soit l'issue de la révolution syrienne. En Irak, le Kurdistan autonome est devenu une telle épine dans le pied du pouvoir qu'El Maliki parle ouvertement de « séparation » officielle. Dans ce contexte, une solution négociée entre le gouvernement turc et le PKK, donnant une quelconque forme d'autonomie, au moins sur les questions



PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB

d'éducation en langue kurde, de médias et de culture, ressemble à un chiffon rouge agité au nez des Kémalistes qui rêvent toujours de la « grande Turquie ». Or l'armée, même si elle a été « nettoyée » par le gouvernement de l'AKP qui a mis à la retraite de nombreux généraux, reste profondément kémaliste et dispose d'un appareil parallèle.

Les crimes commis à Paris portent la marque des crimes d'État, et la police française ne devrait pas avoir trop de mal à retrouver les assassins, puisque les locaux et les militants des associations kurdes sont surveillés en permanence dans le cadre des accords de coopération avec la police turque. M.C.

IRLANDE

Émeutes loyalistes en Ulster

Suite à un arrêté du conseil municipal pris le 3 décembre dernier, l'union jack ne flotte plus quotidiennement sur la mairie de Belfast. Cette décision a mis le feu aux poudres dans les milieux les plus extrémistes du camp loyaliste.

La province connaît depuis des affrontements de rue comme il ne s'en était plus produit depuis la signature de 1998. Renouant avec leurs bonnes vieilles méthodes, les unionistes multiplient les agressions aux frontières des quartiers républicains, s'en prenant à la population. Le prétexte invoqué serait que ce retrait du drapeau colonialiste anglais symboliserait une attaque aux « droits de l'homme », c'est-à-dire de leurs privilèges, la préférence communautaire pour trouver un travail par exemple...

Loyalisme réactionnaire

Le loyalisme est l'expression de la dégénérescence d'une communauté, et de sa classe ouvrière, manipulés par l'impérialisme pour maintenir sa domination. Les seules grèves et mouvements impulsés par les unionistes ont toujours été de nature réactionnaire. Ainsi, dans les années 30, il fut proposé de créer un parti fasciste dans les six comtés du Nord, offre qui fut déclinée par leurs responsables qui répondit « pour quoi faire ? Nous avons déjà l'ordre d'Orange. » Aujourd'hui, les émeutes sont organisées par leurs dignes héritiers de UVF (Ulster Volunteers Force). Ils ne représentent pas, loin de là, tous les loyalistes, mais demeurent leur bras armé, cultivant dans la communauté protestante une mentalité « d'assiégés », n'hésitant pas à verser dans le deal et le racket. Pour la bourgeoisie d'Ulster, ces mouvements ne peuvent qu'être nuisibles au business, et gageons qu'il suffira à Londres d'octroyer quelques substantiels subsides pour calmer une fronde qui sent la naphtaline ! James Connolly affirmait que « rien ne sera possible en Irlande tant que le pays sera divisé ». Ce ne sont pas les hommes politiques – républicains ou non – qui gèrent la « paix britannique » en Irlande qui feront bouger les choses.

Sébastien Gweltaz

Une famille éclatée

En Europe, il existe principalement deux sous-familles des formations d'extrême droite.

Privileges et inegalités

À un pôle, on peut ranger des forces dont la philosophie se laisserait sommairement résumer par la phrase : « On ne veut pas payer pour eux ! » Ces formations politiques défendent les catégories sociales auxquelles elles s'adressent, avant tout contre l'injonction à la solidarité, à payer plus d'impôts, à « supporter le coût » de groupes humains définis comme nécessairement inférieurs. La différence principale avec les forces conservatrices ou libérales – défenseurs de l'ordre social établi et des hiérarchies existantes – est que les forces dont il est question ici demanderont que les « autochtones » ou les détenteurs du « bon » passeport fassent – quel que soit leur statut social précis – toujours partie des couches relativement privilégiées, par rapport à d'autres. Elles intégreront une partie des travailleurs dans leur discours, s'adressant à eux pour défendre que d'autres groupes doivent toujours être plus mal traités qu'eux : les immigrés, les « parasites sociaux ».

Ces forces d'extrême droite construisent leur discours, soit sur l'expérience du colonialisme et de l'impérialisme, sur l'expérience d'un « prolétariat blanc » ayant vécu que d'autres occupent un statut nettement inférieur au sien ; soit sur le rejet d'un « État-providence » trop développé à leurs yeux. Ainsi ont émergé, dans les pays scandinaves et à partir de la première moitié des années 1970, les soi-disant « Partis du progrès » (Fremskrittsparti, en Norvège ou au Danemark) qui se battaient avant tout contre une charge fiscale présentée comme trop lourde, avant d'enfourcher le cheval de bataille du refus de l'immigration. Ce parti fait aujourd'hui toujours partie en Norvège des trois premières forces politiques, même s'il a dû céder du terrain – dans les sondages électoraux et dans les scrutins municipaux de fin 2011 – suite à l'attentat commis par un ancien de ses membres, un certain Anders Behring Breivik, le 22 juillet 2011. Au Danemark, le « Parti du progrès » de Mogens Glistrup a été supplanté, autour de l'année 2000, par une autre formation au profil similaire, le « Parti du peuple danois » (DFP). Depuis les élections d'octobre 2001 jusqu'à celles de septembre 2011, ce parti a participé à la majorité parlementaire, avec la coalition gouvernementale du Premier ministre conservateur-libéral Anders Rasmussen, aujourd'hui secrétaire général de l'Otan.

Complot et alternative

À côté de ces forces que nous pourrions qualifier de nationales-libérales ou nationales-conservatrices (hostiles à l'immigration, avant tout extra-européenne ou musulmane), nous trouvons un autre type de parti, dont la philosophie fondamentale pourrait être exprimée par la phrase : « Ceux qui nous gouvernent nous détruisent, et font partie d'un complot contre la (les) nation(s) ». Ces forces ne se battent pas uniquement contre un ennemi vu comme placé « en bas » de la hiérarchie sociale, mais à toutes les marches de l'échelle sociale. Elles ont souvent recours à des théories du complot, telles que celles sur les juifs et/ou les francs-maçons, développées à partir de la fin du XVIII^e siècle (d'abord pour expliquer la « catastrophe » de la Révolution française aux yeux des contre-révolutionnaires, puis pour expliquer les crises du capitalisme et l'accumulation des richesses). De telles formations peuvent se définir plutôt comme « nationalistes-révolutionnaires », ou « national-socialistes », ou comme des « rebelles anti-système ».

Dans cette catégorie, on pourrait ranger le NPD allemand, mais aussi le « Jobbik » hongrois, un parti quasiment néo-national-socialiste. Des ambiguïtés peuvent cependant exister, et des formations importantes peuvent osciller d'un pôle à l'autre. C'est le cas du Front national français pendant une partie de son histoire, passant d'un parti cherchant des alliances à droite (et ayant des électeurs surtout issus de celle-ci) dans les années 1980, puis se présentant davantage comme un « parti anti-système » et

attirant aussi des électeurs frustrés et désorientés de la gauche à partir du début des années 1990. C'est la période où certains stratèges du FN font le pari qu'avec la chute du bloc soviétique, « le marxisme est définitivement mort », et que leur propre parti constitue « la seule alternative » pour les victimes sociales du système. La stratégie ne marchera pas comme prévu, mais il est vrai qu'on constate une certaine « prolétarianisation » de l'électorat du FN entre les scrutins de 1986-88 et ceux de 1995. Une partie de cette stratégie, dite du « tournant social » du FN, sera néanmoins abandonnée plus tard.

L'extrême droite s'adapte

Des éléments de l'histoire sociale des pays entrent aussi en ligne de compte. Ainsi, en Europe de l'Est (en dehors de la Bulgarie qui compte une minorité musulmane), un discours postcolonialiste et surtout dirigé contre les immigrés musulmans n'a aucun sens : il ne collerait aucunement aux réalités sur le terrain. On y trouve surtout un racisme dirigé contre les Roms, mais aussi un antisémitisme complotiste souvent plus fort qu'en Europe occidentale, censé aider à expliquer les transformations économiques et sociales radicales ayant eu lieu depuis 1989. Dans des pays connaissant des conflits de redistribution interne, comme en Belgique entre la Flandre (historiquement dominée mais, depuis 40 ans, plus riche et refusant la péréquation) et la Wallonie, ou encore en Italie entre le Nord et le Sud, des discours nationalistes à tendance ethnicisante et xénophobe peuvent prendre appui sur un régionalisme exacerbé. À ses débuts, par exemple, la « Ligue du Nord » italienne vociférait contre ses compatriotes du Sud en prétendant que « la barbarie africaine commence au sud de Rome ». Aujourd'hui, elle a un peu arrondi les angles, cultivant des projets politiques au niveau de l'État fédéral italien – en janvier 2013, la Ligue du Nord s'est (pour la troisième fois) alliée à la droite de Silvio Berlusconi pour les élections législatives de fin février.

PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB



L'extrême droite

COMPRENDRE LA

Dossier réalisé par Bertold du Ryon (pour la commission nationale antifasciste du NPA)

Celles et ceux qui, à gauche, sont convaincus avoir tout compris à « la nature de l'extrême droite » parce qu'ils ont été confrontés à un groupe ou un courant de ce bord politique, ont tort. En effet, l'extrême droite est une famille politique très muable. N'ayant pas de principes philosophiques ou de vrai projet de société à défendre – sauf l'idée que « les êtres humains sont inégaux », et que ses membres sont placés du côté de ceux qui doivent avoir la meilleure place –, elle est capable de s'adapter, en fonction de la période historique, au public auquel elle s'adresse, et aux contradictions sociales. Néanmoins, des classifications sont possibles à l'intérieur du spectre de l'extrême droite européenne.

À la veille de la grande manifestation unitaire antifasciste qui se déroule samedi 19 janvier à Athènes, ce dossier a pour objectif de donner quelques éléments de compréhension de ces courants, qui ont tous en commun de défendre les rapports de domination et d'exploitation poussés à leur maximum. Pour mieux combattre la menace.



L'internationale brune vue du Front national

La coopération internationale des partis d'extrême droite n'a jamais été une chose aisée. Leurs leaders aspirent trop souvent au statut du chef plus important que les autres. Aussi faut-il tenir compte des inimitiés sur fond de nationalismes concurrents, voire de haines historiques tenaces enfouies dans le passé.

Au moment de la fondation du FN français, en octobre 1972, il se fait épauler par un parti déjà bien implanté dans un pays voisin : le MSI (Movimento sociale italiano), le parti néofasciste italien. C'est d'ailleurs de lui que le FN naissant reprend son futur symbole, l'emblème de la flamme tricolore. Dans l'original, cette flamme se présente avec les trois couleurs vert, blanc et rouge – celles du drapeau italien – et a une signification historique précise : après la Seconde Guerre mondiale, elle symbolise l'âme de Benito Mussolini, fondateur du fascisme historique, qui s'échappe de son cercueil pour « monter au ciel ». Néanmoins, malgré le fait qu'un parti « étranger » avait aidé à le porter sur les fonds baptismaux, le FN français ne s'est pas inséré dans une forme d'« internationale » brune. Ses coopérations internationales seront toujours plus informelles, moins structurées.

Tensions au cœur du parlement européen

Les choses changeront en 1989, alors que des députés du FN entrent pour la deuxième fois au Parlement européen. À partir de juin 1989, plusieurs partis

d'extrême droite y seront représentés conjointement, rendant possible la formation d'un groupe – l'Europe est alors encore formée de quinze membres. Un groupe « des droites nationales » va naître à partir de la coopération du FN, du parti « Die Republikaner » allemand (entré pour la première fois au Parlement avec 7,1 % des voix) et des vieux routiers du MSI italien. Le groupe explosera, de fait, au cours des mois suivants. Plusieurs litiges le traversent. Premièrement, des revendications territoriales et ambitions expansionnistes inhérentes à certaines visions du nationalisme, notamment entre Allemands et Italiens. Deuxièmement, les Français du FN et les « Republikaner » allemands sont nettement plus obsédés par la question de l'immigration que le MSI de l'époque, resté jusque-là pour l'essentiel une terre d'émigration. Les Italiens se battent donc plutôt sur d'autres questions idéologiques – ordre moral, place de la religion, autorité de l'État –, et moins sur celle de l'immigration.

L'internationale des nationalistes ?

Pendant plusieurs années, il n'y aura plus de groupe commun au Parlement européen. Cependant, il existera

d'autres formes de coopération. Jean-Marie Le Pen poursuivra, pendant la seconde moitié des années 1990, son projet de construction d'une « Internationale des nationalistes », baptisée « EuroNat ». Au congrès du FN à Strasbourg, fin mars et début avril 1997, les invités des partis-frères participant à « EuroNat » sont ainsi mis à l'honneur. Aux côtés de partis d'Europe de l'Ouest de taille plutôt réduite, on y trouve « Fiamma Tricolore », un groupe de nostalgiques de l'ancien MSI (devenu « Alleanza Nazionale » en 1995), qui refuse la mue « postfasciste » impulsée dans ce parti par Gianfranco Fini. On rencontre notamment des partis d'Europe centrale et de l'Est, tel le « Parti de la vie et de la vérité » (MIEP) de l'écrivain antisémite Istvan Csurka, l'un des prédécesseurs du futur « Jobbik ». Jean-Marie Le Pen ne sera pas peu fier, d'ailleurs, de préciser aux congressistes rassemblés à Strasbourg qu'il a réuni des représentants du parti ultranationaliste croate, HOS, et des représentants du « Parti radical serbe » (SDS). Ceci alors que Serbie et Croatie se faisaient encore la guerre il y a peu. Jean-Marie Le Pen justifiera cependant que cela n'était pas un obstacle à ses yeux : « Dans la famille des nationalistes, on ne parle pas des affaires de famille ».

te européenne : MARÉE BRUNE



Les néonazis grecs

En Grèce, le parti néonazi « Aube Dorée » (Chryssi Avghi), se trouve en pleine croissance. Ce parti est pour le moment évité par la plupart des grandes formations d'extrême droite en Europe occidentale, à cause de ses relents trop ouvertement pro-nazis, négationnistes et antisémites. Il partage en effet le profil des formations pro-national-socialistes, mais avec une particularité qui réside dans ses forts liens avec les forces armées de l'État grec. Ainsi dans les bureaux électoraux autour de la Préfecture de police à Athènes, là où vote un grand nombre de policiers, l'Aube Dorée a obtenu entre 17,2% et 24,04% des voix aux élections de mai et juin 2012, contre environ 7% au niveau national, ce qui révèle sa forte popularité parmi les policiers. Le journal du parti demandait, en novembre 2012, ouvertement une prise de pouvoir par l'armée... Ces rapports remontent à la période de la dictature militaire en Grèce (1967-1974), voire même à la période de la guerre civile grecque de 1946-1949, et les premiers activistes du parti militaient en faveur d'une amnistie des crimes des colonels grecs. La deuxième étape dans la formation du parti sera fournie par la

vague de mobilisations nationalistes en 1993-94, vague parcourant la Grèce en lien avec les conflits dans les Balkans. L'objet de ces mobilisations est alors surtout de demander la non-reconnaissance du nom de la République (ex-yougoslave) de Macédoine, ce nom devant être réservé – en raison des origines macédoniennes d'Alexandre le Grand – à la nation grecque. Le pays voisin ne devant, selon les ultranationalistes, s'appeler tout au plus que « République de Skopje ».

Un parti de crise...

Mais c'est évidemment la grave crise économique qui a donné des ailes au parti néonazi. En 2012, celui-ci a pu remplacer le LAOS, l'ancienne formation historique de l'extrême droite grecque. LAOS est une formation politique fondée en 2000 par un ancien député de la Nouvelle Démocratie, le parti traditionnel de la droite qui abritait plusieurs mouvances d'extrême droite. Ce parti avait d'abord, en 2010, soutenu les plans d'austérité au nom du « sauvetage de l'État », avant d'entrer dans un gouvernement d'union nationale... puis d'en ressortir en critiquant l'austérité juste avant les élections. Ce zig zag n'aura pas été apprécié par les électeurs de la droite nationaliste, qui ont alors donné leurs faveurs plutôt à « Aube Dorée », qui obtient 21 puis 18 députés lors des deux élections législatives de 2012, LAOS n'ayant aucun député.

« Aube Dorée » a donc obtenu près de 7% des voix à deux reprises. Mais aujourd'hui, les sondages électoraux lui donnent des scores à venir à deux chiffres, entre 10,5 et 14% des voix en cas d'élection anticipée, ce qui ferait de lui le troisième parti après la Nouvelle Démocratie et Syriza. Ses milices terrorisent les immigrés, à la grande joie des patrons qui les embauchent et des propriétaires des appartements qu'ils louent, souhaitant l'écrasement social des populations immigrées, pour qu'elles « ne revendiquent pas ». Et la crise économique et sociale pousse des électeurs frustrés dans ses bras. « Aube Dorée » a aujourd'hui mis en place des embryons de pseudo-syndicats, chez les chauffeurs de taxi, dans la société des transport d'Athènes... Des antennes du parti ont vu le jour en Italie, mais aussi chez des émigrés grecs à New York et Montréal.

Cependant, pour le moment, sa trop forte odeur brune fait que l'extrême droite « parlementaire » européenne garde encore ses distances. Un futur fort succès électoral du parti pourrait, cependant, remettre en question ces prises de distance.



à table. On parle de ce qui nous rapproche, et on règle les problèmes de famille en dehors de la salle.» À la kalachnikov?

Le FN est alors plutôt isolé parmi les grands partis d'extrême droite (ayant des succès électoraux) en Europe de l'Ouest. Désigner un autre chef d'extrême droite comme « méchant raciste » – pour apparaître soi-même comme plus « modéré » – était un moyen prisé par les leaders des principaux partis. L'Autrichien Jörg Haider dira ainsi, en 1997, qu'il n'a « rien à voir » avec Jean-Marie Le Pen, qui lui serait un raciste... De plus, en matière de politique extérieure, la direction du FN est devenu anti-atlantiste et anti-américaine au sortir des années 1980 (alors que Jean-Marie Le Pen s'était plusieurs fois présenté comme « le Ronald Reagan français »). Le FN s'inscrit tellement dans une rupture avec le « Nouvel Ordre mondial », prôné par George W. Bush en 1991 au moment où il clôt la guerre contre l'Irak de l'époque, qu'il salue l'émergence de tous les mouvements nationalistes ou identitaires dans le monde... y compris des mouvements islamistes. Il le fait dans le sens de l'« ethno-pluralisme » développé par la « Nouvelle Droite intellectuelle » dans les années 1970 : il est sain que les autres « cultures » découvrent aussi leurs racines, dont les musulmans, à condition qu'ils se limitent à leur sphère géographique « naturelle » et arrêtent de se mélanger avec les Européens.

Cependant, l'affaire est plutôt mal comprise par la plupart des autres grands partis d'extrême droite. Ceux-ci ne trouveront pas du tout sérieux, par exemple, que Jean-Marie Le Pen rencontre Necmettin Erbakan, le chef de file des islamistes turcs alors nettement plus radicaux qu'aujourd'hui (et qui vient de se faire débarquer du poste de Premier ministre par l'armée), fin août 1997 au bord de la mer Egée. Le FN français portera d'ailleurs, aux yeux de certains autres partis européens d'extrême droite, ce stigmate de « sympathie pour les ennemis de l'Occident (chrétien ou moderniste) » jusqu'à la fin de l'ère Jean-Marie Le Pen. Ses déclarations de sympathie répétées à l'égard du régime iranien valent à Jean-Marie Le Pen de sérieuses méfiances de la part de ses pairs européens. Ce sera sa fille Marine Le Pen, une fois arrivée à la tête du FN en janvier 2011 qui tentera de rectifier le tir en matière de politique internationale, adoptant une ligne qui définit « l'islam radical » comme ennemi principal, plus consensuelle parmi les grands partis d'extrême droite d'Europe de l'Ouest.

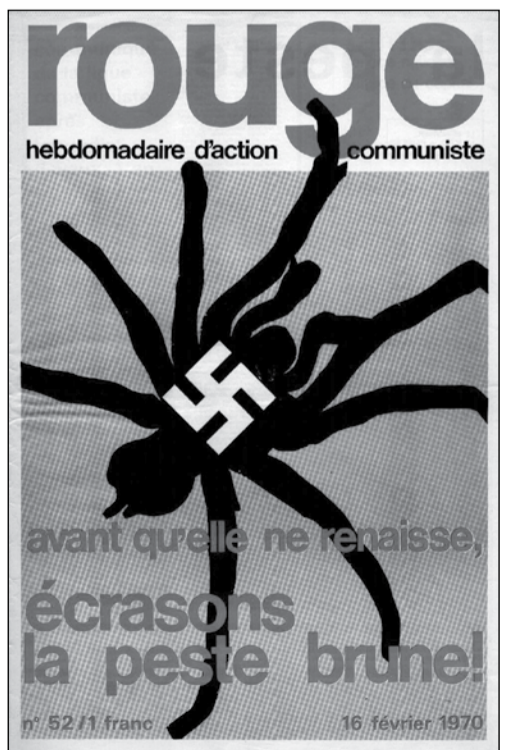
Élargissement à l'Est

À partir de la grande crise du FN – la scission Le Pen-Mégret de 1998-99, et la forte perte de militants consécutive –, la structure « EuroNat » se met en sommeil. Le FN va alors soigner ses relations bilatérales avec d'autres partis, parfois parmi les moins

« présentables », tel que le parti ukrainien « Svoboda » (Liberté), à l'idéologie quasiment national-socialiste, qui vient de fêter des succès électoraux en décembre 2012. Une délégation de ce parti a visité le siège du FN à Nanterre en 2009.

Au Parlement européen, une nouvelle tentative de rassemblement à l'extrême droite sera faite en 2007, année de l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne. De nouveaux députés européens sont élus, dont des élus du « Parti de la grande Roumanie » (PRM) et du parti ultranationaliste bulgare « Ataka ». Le seuil de 15 députés, nécessaire pour former un groupe, est tout à coup franchi. Ainsi, des élus du FN, du FPÖ autrichien, des élus italiens (dont Alessandra Mussolini, la petite-fille du Duce) et de Flandre se regroupent avec les Roumains et les Bulgares.

Mais, le groupe ne passera pas l'année 2007. En novembre, des pogroms contre des Roms – accusés de violer des femmes italiennes – éclatent dans plusieurs villes d'Italie. La députée européenne Alessandra Mussolini profère des discours de haine, qu'elle adresse à tous les ressortissants roumains, demandant même l'expulsion de l'ambassadeur de Roumanie du sol de son pays. Ce qui ne plaît guère aux députés du « Parti de la Grande Roumanie », qui se plaignent qu'on puisse confondre Roms et « vrais Roumains ». Et le groupe explose !



PHOTOTHÈQUE ROUGE / DR

ARCELORMITTAL Ensemble, imposons la nationalisation !



Nous n'aurions plus d'autre choix, ou applaudir quand la décision de Lakshmi Mittal va dans le sens d'un regain d'activité comme à Dunkerque avec le redémarrage d'un haut-fourneau, ou nous désoler quand les perspectives sont sombres comme c'est le cas à Florange. L'accord gouvernement - Mittal est en effet calamiteux pour la vallée de la Fensch : entre les effectifs d'ArcelorMittal, l'intérim, la sous-traitance et les emplois induits, ce sont des milliers d'emplois qui sont condamnés. Ce plan correspond très exactement à ce que Mittal veut. Pourtant, malgré la position des instances nationales CFTD, l'intersyndicale CGT-CFDT-FO multiplie les actions avec un objectif immédiat, empêcher l'arrêt définitif des deux haut-fourneaux, et un objectif offensif de nationalisation. Nous avons déjà dit (cf. *Tout est à nous!* N°172) que pour réussir, elle ne pourra être ni partielle ni temporaire et ne pourra donner lieu à une quelconque indemnisation. Fort de l'expérience, elle devra se faire sous le contrôle démocratique des salariéEs et de la population. Les semaines qui viennent vont être décisives. Le NPA prend les contacts avec les autres forces à gauche du PS afin de déboucher sur une initiative unitaire de grande ampleur dans la vallée de la Fensch. Dans une situation où les renoncements à gauche ont fait tant de dégâts, où le FN est en embuscade, notre responsabilité est grande. L'appropriation publique, nous allons l'imposer!

Fernand Beckrich

LOGEMENT La réquisition, c'est maintenant !

Aujourd'hui, les enfants s'amuse en riant avec des ballons. Pour eux et leurs parents, l'année 2013 commence mieux. Depuis le 29 décembre, avec DAL et Jeudi noir, 14 familles occupent un bâtiment de 2 000 mètres carrés à Paris, près de la gare de l'Est, chauffé et en bon état.

Ces familles font partie des 3,5 millions de mal-logés, dont 400 000 en attente d'un logement social en Île-de-France. Certaines ont été reconnues prioritaires dans le cadre de la loi DALO depuis 2008 mais attendent toujours...

Vers de nouvelles réquisitions ?

L'immeuble appartient à... une série de sociétés-écrans situées dans plusieurs paradis fiscaux, et le propriétaire préfère le laisser vide depuis deux ans, en attendant une bonne occasion de spéculation. De même, près de la place de la République, 700 m² au 103, rue de Turenne, ou 5 000 m² rue René-Boulanger : sur le premier une pancarte signale l'installation d'un siège social... depuis 1 an et demi ; l'autre, vide depuis 2010, appartient à Groupama qui le fait garder par des maîtres-chiens. Ces immeubles ont été repérés par le DAL et Jeudi noir, qui lancent une campagne nationale, proposant des affiches « À réquisitionner » à coller sur les bâtiments vides à côté de chez vous.

Histoire d'aider le ministre à faire l'inventaire promis et à accélérer le processus qui risque d'être long si les procédures se heurtent à des sociétés-écrans. Lors de sa visite aux familles de la gare de l'Est, Cécile Duflot a déclaré que « chacun est dans son rôle et qu'elle respecte ce que font des mères de famille pour retrouver un logement », et Manuel Valls a affirmé qu'il n'y aurait pas d'expulsion. Bien... mais pour les autres ?

Stop aux expulsions !

En 2011, 12 760 expulsions avec le concours de la force publique, soit deux fois plus qu'en 2001. Et la Fondation Abbé Pierre estime à 50 000 le nombre de familles expulsées : « Beaucoup partent sous la pression des huissiers, ou quittent leur

logement en catimini, par honte ». Et ça ne s'est pas arrêté en 2012. Avec une accélération juste avant la trêve hivernale (Bastamag¹ cite le cas d'un jeune homme averti de l'expulsion par un coup de téléphone) pour ne pas être hors délai. Et en décembre, la justice, l'État et les propriétaires ont « oublié » que les squatteurs ont des droits : expulsion de 20 personnes à La Plaine-Saint-Denis, de 250 migrants et demandeurs d'asile en Bretagne (et l'expulsion demandée par le PCF d'un immeuble de Paris 14^e). De quoi alourdir encore les chiffres du Samu social à Paris : 1 200 appels par jour, en décembre, 1 sur 2 sans solution ; en province, la Croix-Rouge avance que ce sont parfois 80 % des demandeurs qui restent à la

rue. Les demandeurs Dallo ne doivent plus être expulsés, mais la circulaire est arrivée très tard.

« Les réquisitions, ça se fait aussi avec un pied-de-biche »

Pour Noël, le DAL a offert à Cécile Duflot un pied-de-biche doré, pour lui rappeler que si les réquisitions légales traînent encore trop (et quand on voit les exemples cités ici, on sait que multinationales et autres spéculateurs ont les moyens de faire traîner) il lui appartient de soutenir ceux qui réquisitionnent tout de suite.

Isabelle Guichard

1. qui a ouvert une excellente page sur le logement <http://www.bastamag.net/logement>



DÉPENDANCE Les vieux ne sont pas des marchandises !



PHOTO THÉRIE ROUGE / GUY LAHER

L'expulsion récente d'une personne âgée de 94 ans de sa maison de retraite privée, à la suite d'un impayé de 40 000 euros, a suscité une vive émotion qui a conduit la direction de l'établissement à le regretter « vivement » et à prétendre être « attachée aux notions de valeurs humaines » !

Ce cas révoltant pose le problème de la prise en charge des personnes âgées dans notre société. Leur situation a été dégradée par les politiques des différents gouvernements, les baisses des pensions de retraite, les attaques des services publics... De plus en plus de personnes âgées vivant dans les maisons de retraite n'ont plus les moyens de payer et sont contraintes de déménager pour aller vivre chez leurs enfants. Les pensions de retraite s'élèvent en effet à 1 000 euros par mois

en moyenne pour les femmes et 1 500 euros pour les hommes, tandis que le coût moyen d'un séjour est de 2 000 euros !

De Sarkozy à Hollande

Sarkozy avait promis une réforme sur la dépendance des personnes âgées. Loin de permettre aux personnes âgées de subvenir à leurs besoins, elle prévoyait, entre autres, de rendre obligatoire la souscription à partir de 50 ans à une assurance privée « perte d'autonomie ». Au nom du prétendu déficit de la Sécu, il s'agissait de faire payer la population et de faire des cadeaux aux assurances privées. Hollande a reporté la réforme à 2013 ou 2014. Si elle a lieu, il prévoit de la financer par une augmentation de la CSG (Contribution sociale généralisée déjà payée à 85 % par les salariés). Une autre façon de faire payer la population. La prise en charge des personnes âgées devrait être assurée par un service public et non par des établissements privés qui considèrent la vieillesse comme un secteur marchand qui doit être rentable ! Comme pour les retraites, la maladie, la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées est une question de répartition des richesses. Elle devrait être assurée à 100 % par la Sécurité sociale financée entièrement par la part patronale des cotisations. Or, la volonté des patrons de se débarrasser du paiement de leurs cotisations montre l'enjeu du combat que nous avons à mener.

Isabelle Larroquet

SANTÉ Acharnement contre le docteur Poupardin

« Selon que vous serez puissant ou misérable Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir »

Les animaux malades de la peste, Jean de La Fontaine

Le Dr Poupardin a été condamné le 24 octobre 2012 à verser 2 500 euros à la Caisse primaire d'assurance maladie du 94. Il lui était reproché d'avoir permis à 51 personnes en « affection de longue durée » d'accéder à l'intégralité de leurs soins, considérant que la personne humaine n'est pas divisible (cf. *Tout est à nous!* n°162). Quelques mois avant, cette même CPAM avait dû payer à la place de Sanofi, le numéro un de l'industrie

pharmaceutique, 800 000 euros. Ce laboratoire, responsable du décès d'un salarié exposé à l'amiante, avait été condamné pour « faute inexcusable », mais la Caisse n'avait pas respecté les délais légaux pour exiger cette somme ! Pour faire payer un médecin de quartier, le directeur de la CPAM a été bien plus rapide : il a vite envoyé un huissier faire un « commandement » de saisie sans attendre le délai d'usage ! Or, 1 400 euros recueillis par une

souscription lancée par le Comité de soutien avaient été remis à la Caisse, et le solde devait être versé le 16 janvier lors d'un rassemblement devant la CPAM qui devait aussi rappeler l'absurdité des ordonnances bizonnes et exiger le droit à l'accès aux soins pour tous. Cela a visiblement fortement déplu au directeur local, et sans doute aussi à celui de la Caisse nationale issu des assurances privées et nommé sous Chirac pour privatiser la Sécu.

S. Bernard

VIRGIN Après la mobilisation historique

Mercredi 9 janvier a eu lieu à Virgin la plus grosse mobilisation des salariéEs du commerce depuis la lutte des Marks and Spencer. 600 personnes étaient présentes au magasin Virgin des Champs-Élysées, dont 400 salariéEs en lutte. Certains magasins ont été fermés comme à Nice.

Quelques semaines de répit? Les magasins ne sont plus livrés depuis une semaine, Virgin ne paie plus ses loyers ni ses cotisations sociales patronales depuis plusieurs mois. Lundi 14 janvier a eu lieu l'audience au tribunal sur la mise en cessation de paiement de Virgin : l'entreprise va connaître 4 mois d'«observation», la prochaine audience au tribunal est le 21 mars. Si le groupe est liquidé, les salariéEs seront mis à la porte avec un 1/5 de salaire brut par année d'ancienneté... La direction a de nouveau évoqué l'éventualité d'une restructuration (avec -50% d'emplois), c'est ce que pourrait vouloir faire subir un repreneur à l'enseigne. C'est ce qui s'est passé récemment à Surcouf dans l'indifférence générale: un premier PSE qui liquide au passage les équipes les plus combattives, puis une liquidation tout court. Comment utiliser les jours et les semaines qui viennent pour éviter la liquidation de la boîte... et des emplois?

Prise de conscience

Dans la conscience des salariéEs, on était passé en quelques jours du «c'est la faute au téléchargement» à «c'est de la faute à la mauvaise gestion de l'entreprise», et désormais l'idée que les actionnaires doivent payer commence à progresser. C'est l'axe défendu prioritairement par SUD, la CGT penchant jusqu'ici pour bagarrer pour un repreneur. On a d'ailleurs tendance à oublier qu'en plus du fond d'investissement Butler, prototype du prédateur financier, qui possède 74% de Virgin, on a aussi Lagardère (20%) et le PDG de Virgin mobile (6%). Toute la question est maintenant de tenir sur l'opposition à toute suppression d'emploi.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Vers une nouvelle mobilisation nationale

Jusqu'à maintenant, la stratégie adoptée a été celle de grèves ponctuelles et d'actions d'ampleur croissante. Après la réussite de mercredi 9 janvier, l'idée d'une manifestation le 29 janvier avec montée nationale au siège de Butler a été adoptée. Deux questions se posent donc: comment rythmer la mobilisation jusqu'au 29... et quelle sera la prochaine étape qui permettra à la bagarre de prendre encore plus d'ampleur? Il n'a pas été pour l'instant envisagé de grève reconductible. Mais l'idée d'une extension aux autres boîtes du secteur ou surtout d'un lien avec les autres boîtes en lutte sur l'emploi pourrait se

développer: un délégué CGT Virgin participera aux côtés de Sanofi, Air France, PSA et autres à un meeting des boîtes en lutte à Sciences Po le 24 janvier. Une mobilisation conjointe de ces entreprises est la clé pour que l'interdiction des licenciements devienne un objectif crédible. La réussite de la mobilisation du 29 serait un encouragement aux autres bagarres sur l'emploi. Pour cela, il ne faut pas hésiter à aller au contact des salariéEs des magasins, proposer des tracts pour populariser leur lutte, des collectes de soutien...

Correspondant

Visitez la page facebook : <http://www.facebook.com/soutiensalarieevirgin>

TAUBIRA ET LES PRISONS L'inflation carcérale

La seule bonne nouvelle dans le discours de Mme Taubira à la prison des Baumettes mardi 8 janvier, c'est l'annonce d'une petite loi permettant aux journalistes d'accompagner les parlementaires dans les prisons. Car derrière l'annonce spectaculaire de la fermeture de trois prisons vétustes se cachent mal les chantiers de paquebots pénitentiaires pour les remplacer.

La Garde des sceaux a en effet plus discrètement signé en décembre, et pour des loyers faramineux, les contrats de construction, en partenariat public privé, des maisons d'arrêt de Valence: 456 places (contre 137 dans l'ancienne), de Riom: 557 places (contre 377) et de Beauvais: 594 places (contre 361). Elle a choisi de ne pas rompre frontalement avec l'inflation carcérale de l'ère Sarkozy en adoptant telle quelle la désastreuse loi pénitentiaire de 2009, et surtout en inscrivant au budget de la Justice près de 6 000 places en détention supplémentaires à l'horizon 2017. Tout cela contrairement aux avis

du contrôleur général Delarue qui déplore régulièrement la construction de grandes usines pénitentiaires déshumanisées, sources de violences et de récidives.

Les paroles et les actes

Dans ces conditions, la ministre ne peut continuer à tenir des discours sur l'aménagement des peines et les alternatives à l'incarcération, ni se satisfaire de la mise en place d'un conseil à l'exécution des peines sans passer aux actes. Cela passe par la réduction de l'échelle des peines d'emprisonnement, l'abrogation des peines planchers la réduction des

détentions provisoires, la suppression des comparutions immédiates, la généralisation des libérations conditionnelles, l'annulation des lois Perben Sarkozy qui ont largement remis en cause la justice des mineurs. Et tout de suite une amnistie des courtes peines.

À Marseille, c'est la mobilisation des personnes détenues soutenues par leurs avocats, l'OIP et la société civile qui a fait éclater le scandale et obligé le gouvernement à réagir. Il en va de même pour toute la politique judiciaire: pas d'avancées sans mobilisations.

André Choagaz

PROCÈS DE 10 ANTIFASCISTES

Tout ça pour ça!

62 heures de garde à vue, deux commissariats dont un spécialisé dans les bandes organisées, un long passage à la section antiterroriste de la brigade criminelle... Les gens arrêtés ont quand même dû faire un truc grave! En fait, ils ont, nous avons, participé à une mobilisation unitaire visant à informer la population du danger de la tenue des assises du Bloc Identitaire «La France en danger», près de la salle dans laquelle elles devaient se tenir deux jours plus tard. Mais depuis 2010, c'est l'intention qui compte: nous avons été inculpés d'«intention de commettre des dégradations sur des biens ou des violences physiques sur des personnes». La mobilisation collective devient une circonstance aggravante (nous l'avons fait «en réunion») et le port d'écharpes en est une autre (nous avons tenté de «dissimuler notre visage»). 62 heures de garde à vue pour nous faire la leçon, nous taxer de «graine de terroriste», tenter de nous humilier. Et la solidarité à l'extérieur nous a alors été d'un précieux reconfort. Lors du procès, nous avons refusé de répondre aux questions visant à identifier les responsabilités de chacunE: notre argumentation collective a été d'assumer la participation à cette mobilisation antifasciste, et d'être solidaires de cette action. Notre avocate a plaidé la nullité (procédure disproportionnée au regard des faits reprochés), la relaxe (aucune preuve tangible des responsables des faits reprochés), et a dénoncé la mise en procès de militants pour leurs convictions politiques. Le procureur a requis des peines d'amendes et des TIG à notre encontre. Le délibéré aura lieu le 20 février. Mais dès aujourd'hui la mobilisation contre le fascisme doit continuer!

Vanina Giudicelli

À BAS LE FRONT NATIONAL!



HARIBO (UZÈS) Justice pour Jean-Christophe et l'action syndicale!

Nous avons appris en fin d'année la mise à pied de Jean-Christophe, militant CGT dans l'usine Haribo d'Uzès, pour «fautes graves». Le 28 décembre, un premier rassemblement d'une centaine de personnes s'est réuni durant le comité d'entreprise exceptionnel, la direction demandant le licenciement de Jean-Christophe. Pour continuer le combat, les militants CGT ont organisé une deuxième manifestation le jeudi 10 janvier, et ont appelé à plusieurs débrayages sur les sites d'Uzès,



Marseille et Grasse. Ils ont distribué des milliers de tracts dans les principales villes du Gard. Cette journée fut un succès car elle a réuni le double de personnes par rapport à la dernière action, en présence de plusieurs militants politiques, dont notre camarade Philippe Poutou, ou de militants syndicaux de Solidaires, CNT et de la CGT Fralib. Malheureusement, les responsables de l'UL d'Uzès n'ont permis ni à Philippe ni à aucun autre militant politique de parler. À ce jour, aucune initiative n'est arrêtée, avant la décision de

l'inspection du travail le 22 janvier. Au vue du chômage qui dépasse les 13% dans le département et les destructions d'emplois qui s'empilent (Shelbox et Vachaud à Nîmes), la convergence des luttes est plus que nécessaire. Nous appellerons ces jours-ci à la création d'un comité de soutien pour Jean-Christophe: la défense d'un militant, du syndicalisme et de sa famille est plus que nécessaire face à l'arrogance du patronat.

Renaud (comité d'Uzès)
et Eddy (comité de Nîmes)



Congrès national

LE NPA EN DÉBAT

Dans le cadre de la préparation du deuxième congrès du NPA qui se tiendra du 1^{er} au 3 février, nous ouvrons nos colonnes aux quatre plates-formes électorales soumises au vote de l'ensemble des militantEs du NPA.

TRIBUNE W

Politiser le débat sur le fonctionnement

A quinze jours du congrès, les militants réunis dans la W souhaitent revenir sur deux aspects essentiels des débats :

1) D'abord, la W ne proposerait aucune orientation. Cet argument relève de la mauvaise foi. Il suffit de lire notre texte pour y trouver au moins quatre points défendant une ligne politique claire et originale :

– Dans le contexte actuel de forte abstention et de défiance envers les organisations politiques traditionnelles, nous souhaitons relativiser le rôle des échéances électorales. Nous ne devons pas forcément nous y présenter systématiquement, mais plutôt le faire en fonction du contexte politique et social. Cela permettrait de développer davantage les luttes sur l'écologie, la précarité et l'antiracisme, de les lier à notre projet de société, tout en réinterrogeant aussi nos pratiques militantes. – Nous insistons sur l'intersectionnalité et la pluralité des formes d'oppression, et donc sur l'égalité importance des résistances qui y font face. Nous refusons une orientation « ouvriériste » qui, si elle a raison de souligner le manque d'implantation de notre parti, subordonne à tort les luttes écolo/antiracistes/LGBTI aux luttes « économiques ».

– Nous invitons à regarder au-delà du programme d'urgence, en mettant en avant notre projet de société. Dans nos apparitions publiques, nous devons présenter davantage que les 300 euros en plus. Il nous faut développer concrètement nos rêves d'autres sociétés, les partager, les mêler aux autres rêves.

– Sur le problème du FdG, qui a beaucoup trop polarisé nos débats : nous choisissons de ne pas en faire une question centrale et clivante et de l'aborder par le bas, en fonction des réalités locales, et non par le haut, comme le font actuellement PX et la PY, pour qui la question semble se résumer à un enjeu de directions. Enfin, l'orientation du NPA doit rester une question ouverte. À moins de penser détenir à ce sujet une vérité ultime, il nous faut continuer

à réfléchir et reconnaître que les temps sont incertains. Par conséquent, le Congrès doit apporter des perspectives sans pour autant tout figer.

2) Par ailleurs, nous regrettons la tournure du débat sur le fonctionnement : trop de camarades réduisent ce débat à une question de modification des statuts. Or la mise en place de statuts écrits ne garantit pas leur propre application : les dysfonctionnements vont bien au-delà d'un déplacement de virgule ou d'une simple amélioration ; cela doit s'accompagner d'évolutions concrètes et tangibles dans nos manières d'être, de militer. Ne nous trompons pas d'objectif : le fonctionnement n'est pas qu'un problème « administratif », « technique » ou « statutaire ». C'est une question politique essentielle, en écho au projet d'auto-émancipation, au droit à l'expérimentation, à la réappropriation du parti par ses militantEs et ses comités, à la mise en œuvre de nouvelles pratiques, plus respectueuses des individus et des principes démocratiques.



PHOTO THÉO ROUGE / MILIO

TRIBUNE X

Une orientation pour agir

L' ampleur de la crise actuelle du capitalisme donne à toute exigence sociale, démocratique, écologique une dimension politique qui pose la question du pouvoir.

Nous ne pouvons nous contenter d'une simple proclamation révolutionnaire ni invoquer les rapports de forces actuels pour nous dérober.

Notre réponse s'appuie sur les mobilisations, vise à les favoriser, car nous savons bien qu'une autre répartition des richesses ne peut être qu'imposée aux possédants, à leur État. Dans la situation actuelle, pour se mettre en mouvement, ceux d'en bas ont besoin d'une perspective politique unifiant toutes celles et tous ceux qui veulent combattre l'austérité en se confrontant à la bourgeoisie et à la politique libérale du gouvernement.

C'est pourquoi **nous proposons de construire une opposition de gauche au gouvernement**, qui combatte la droite et l'extrême droite qui cherchent à dévoyer le mécontentement

populaire pour mieux le museler. Nous sommes convaincus que toute avancée dans cette unité permettrait un changement d'état d'esprit pour les mobilisations.

Pour cela nous nous adressons, sans aucune exclusive, à toutes les organisations politiques qui ne participent pas au gouvernement, aux syndicats, aux associations militantes.

Nous ne mettons d'autre condition à cette unité pour les luttes que la commune volonté d'agir ensemble pour la défense des droits des travailleurs, de la population, de la jeunesse. Mais nous défendons en même temps la perspective d'un gouvernement anti-austérité qui, en s'appuyant sur les mobilisations, remette en cause la règle d'or du pacte budgétaire, suspende le paiement de la dette en mettant en œuvre un audit citoyen et populaire en vue de son annulation, garantisse les droits du monde du travail, interdise les licenciements, répartisse le travail entre toutes et tous, exproprie sans indemnité ni rachat les banques pour créer un service public bancaire, socialise les grands groupes industriels et substitue les besoins sociaux au tout-profit et au productivisme.

Nous militons pour la convergence des luttes vers un mouvement d'ensemble pour inverser le rapport de forces. Préparer un tel affrontement ne peut se faire sérieusement sans politique vis-à-vis des autres organisations qui ne participent pas au gouvernement, combinée à une perspective politique d'ensemble.

Œuvrer à nous donner les moyens de notre politique, c'est d'abord et avant tout nous rassembler sur une orientation politique qui soit réellement celle d'un parti anticapitaliste, pour la transformation révolutionnaire de la société. C'est bien là l'enjeu principal de nos discussions pour relancer le NPA et en faire un instrument utile aux luttes.

TRIBUNE Y

Affronter les difficultés au lieu de les contourner

I l y a de réelles difficultés dans la situation : la crise s'accélère, comme on le voit cette semaine avec l'accord syndicats-patronat sur la « compétitivité » voulu par le gouvernement socialiste, l'intervention française au Mali, ainsi que les logiques d'éparpillement et d'isolement auxquelles restent confrontées de nombreuses boîtes en lutte contre les licenciements. Dans cette situation, les réponses des révolutionnaires ne sont pas forcément immédiatement audibles. Mais il n'y aura pas de raccourci pour gagner en influence et crédibilité.

La tentation de contourner les obstacles. Sous prétexte d'appeler à l'unité du parti, les camarades de la PX pratiquent l'évitement en renonçant à discuter du bilan du NPA et de la politique menée par la direction. Ils proposent un « gouvernement contre l'austérité », formule qui loin de nous faire gagner en crédibilité entretient surtout une ambiguïté sur la possibilité de gouverner avec les réformistes, orientation qui a mené la GA au Front de gauche, bien plus crédible justement sur ce terrain...

La plate-forme Z de son côté s'en tient à des formules où la préoccupation d'être compris par le plus grand nombre n'est manifestement pas la priorité, transformant l'idée d'une démarche transitoire en une série de proclamations qui ne peuvent

qu'en rester au niveau de la seule propagande. Nous partageons avec les camarades de la W l'idée que c'est d'en bas que peut venir un nouveau souffle pour le NPA. Mais peut-on résoudre quoi que ce soit sans discuter de l'orientation, tout en renonçant à faire du parti un outil qui gagne en cohésion ?

Une orientation militante et révolutionnaire

Ces différents raccourcis sont d'autant plus problématiques qu'il est absolument indispensable de nous tourner vers l'extérieur. Cela suppose que nous cherchions à intervenir à différents niveaux qui sont liés sans les confondre : construire les luttes à partir des problèmes concrets ; travailler à construire une opposition politique ouvrière et populaire au gouvernement et au patronat ; poser la question du gouvernement en lien avec les luttes et l'auto-organisation des travailleurs et de la population, et non principalement les interpellations ou débats avec la gauche réformiste.

Oui, l'organisation doit se rassembler, au moment du congrès national et après, pour agir. Mais c'est le vote pour la position Y qui permet d'aller dans ce sens en renforçant l'idée d'un parti militant qui discute des problèmes parce que c'est le seul moyen de les résoudre.

L'équipe d'animation PF-Y

TRIBUNE Z

Les contre-réformes avancent avec la complicité des directions syndicales : donnons-nous une orientation politique et pratique pour les combattre !

L'a contre-réforme du marché du travail est une attaque frontale. Hollande et le patronat peuvent se frotter les mains. La CFDT, la CFTC, la CGC ont paraphé un accord qui, loin d'être un « accord gagnant-gagnant » autorise les capitalistes à baisser les salaires et à licencier plus facilement. C'est odieux. La CGT et FO ont refusé de signer mais en participant en amont à la négociation, elles ont contribué à légitimer ce cadre, et à permettre ainsi une victoire politique de Hollande et du patronat. Aujourd'hui, elles ne proposent aucun plan de mobilisation pour empêcher la transcription de cet accord dans la loi. C'est scandaleux.

Les travailleurEs sentent trahiEs par les directions des organisations censées défendre leurs intérêts. La liquidation des acquis s'opère avec l'accord ou l'attentisme de ces bureaucrates. Sans initiative forte face à cette trahison, cela ne peut qu'alimenter le désespoir et faire le lit de l'extrême droite. Il est donc crucial que notre congrès décide d'une orientation à la hauteur de la situation :

- en mettant au centre de notre activité l'intervention dans la lutte de classes et l'implantation sur les lieux de travail, à commencer par les secteurs stratégiques où nous proposons de concentrer nos diffusions et d'élaborer des bulletins politiques avec les travailleurEs ;
- en construisant un courant lutte de classe dans

les syndicats, pour redonner un espoir et des perspectives aux militantEs combattifs contre les appareils bureaucratiques, pour la convergence des luttes et la grève générale ;

- en menant un combat politique contre les directions syndicales : rupture avec le gouvernement, arrêt des « concertations », front unique pour mobiliser notre classe

- en défendant un véritable programme de rupture avec le capitalisme : nous ne voulons pas taxer les capitalistes mais les exproprier ; nous n'en appelons pas à un « gouvernement anti-austérité » dans le cadre de l'État bourgeois pour trouver des solutions, mais relient les revendications à l'objectif du pouvoir des travailleurEs auto-organisés ; nous ne voulons pas en dire le moins possible sur notre projet de société, mais au contraire avancer (et mettre en discussion) une véritable alternative au capitalisme, le communisme.

Il ne sert à rien de se lamenter sur le recul de la conscience de classe, pour justifier la crise du NPA et ne tirer aucun bilan permettant de redresser le parti. Les travailleurEs ont besoin d'un parti qui a un projet de société, qui propose des moyens pour l'atteindre et qui prenne des initiatives concrètes pour soutenir les luttes, aider à leur auto-organisation et à leur coordination.

Daniela (93), Ludvine (75), Ludovic (75), Manu (28), Marie (75) et Vincent (68), membres du CPN.

EXPOSITION

Affiche-action! Quand la politique s'écrit dans la rue

Jusqu'au 24 février, musée des Invalides, Paris 7^e.

Une exposition formidable dans un lieu improbable et plus qu'un mois pour aller la voir. La BDIC, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, riche de 200 000 documents, dont 1 500 affiches politiques, en expose 150 au musée des Invalides, où elle est implantée.

C'est déjà un régal ironique de voir ces extraordinaires traces de diverses révolutions et mouvements de résistance populaire exposés à 5 mètres de l'entrée du musée des Armées, mais une fois l'étonnement passé, l'exposition elle-même procure un vrai moment d'émotion.

Des placards de 1789, appels officiels, journaux de rue, manifestes, y compris celui qui conduira Olympe de Gouges à l'échafaud en 1793, en passant par les affiches de l'insurrection de 1830 et celles du gouvernement provisoire de 1848... L'affiche s'affirme comme le moyen de communication rapide et privilégié. Ce qui dit quelque chose aussi des acteurs de ces mouvements à des époques où le «peuple» ne savait pas lire.

La guerre de 1870 et la Commune occupent une part importante de l'exposition, une «véritable pluie d'affiches» s'étant abattue sur Paris, outil d'information heure par heure des Communards (395 affiches différentes en deux mois), outil de gouvernement du Comité central de la Garde nationale. Des artistes de l'époque ont utilisé ces documents, dépêches... pour réaliser des tableaux et eaux fortes qui donnent une idée de leur immense variété.

Au XX^e siècle, les deux guerres donnent également la part belle aux affiches : propagande, communication, résistance aussi par lacération des affiches de l'ennemi, tous les moyens et supports sont utilisés en ces temps de manque de moyens, jusqu'aux étiquettes d'écoliers.

Mai 68 couvre les murs des villes, Paris surtout, d'affiches au ton nouveau. Aux thèmes de propagande purement politiques s'ajoutent des slogans plus radicaux ou plus poétiques «Prenez vos désirs pour des réalités» ou les slogans féministes «Une femme sans homme c'est un

poisson sans bicyclette».

Le XXI^e siècle, celui où les révolutions utilisent Internet, n'a pas vu la mort de l'affiche politique. Bien au contraire, l'irruption du graphisme lui donne une nouvelle jeunesse. Le dessin, la mise en page, les slogans utilisent les moyens et les codes de l'art ou même sont proches des styles utilisés par la publicité, en détournant le langage de façon impertinente et ironique.

Catherine Segala

Un catalogue complète utilement l'exposition (144 pages, 120 illustrations, éditions Gallimard, 24 euros).



musique & cinéma

«THIS IS NOT A SONG, IT'S AN OUTBURST»*

*«Ce n'est pas une chanson, c'est une explosion de colère»

SIXTO RODRIGUEZ



Fils d'immigrés mexicains, ouvrier dans l'automobile à Detroit, Sixto Rodriguez publie, à l'orée des années 70, deux albums sur un label de Motown. Les disques ne se vendent pas et Rodriguez

repart travailler dans le bâtiment, milite au côté des ouvriers et des précaires de sa ville, se présente même aux élections municipales. Rodriguez devient pourtant très populaire en Afrique du Sud, alors en plein apartheid, où il aurait vendu 500 000 disques. Malgré la censure, la jeunesse sud-africaine (surtout blanche), étouffée par une société conservatrice et isolée du reste du monde, trouve dans les chansons de Rodriguez, ancrées dans la réalité sociale de sa ville (*I wonder, Sugar man, This is not a song, it's an outburst: or, the establishment blues*) un écho à ses aspirations et la bande-son de sa propre contestation du régime. Le quiproquo est total : Rodriguez ignore son succès en Afrique du Sud ; et ses fans sud-africains, qui ne connaissent de lui que la pochette de ses albums, sont persuadés qu'il est une célébrité aux États-Unis et le transforment en mythe, la rumeur courant même que Rodriguez se serait suicidé sur scène. Deux fans décident pourtant de partir à sa recherche, et le retrouvent à Detroit, dans la modeste maison où il vit maintenant depuis 40 ans. C'est ainsi qu'en 1998 Rodriguez fait une tournée à guichet fermé en Afrique du Sud, où il est accueilli triomphalement, à sa plus grande surprise.

Le film *Sugar man*, sorti confidentiellement le lendemain du jour de Noël, relate cette recherche et l'émouvante rencontre entre Rodriguez et son public. Les rééditions des albums permettent de découvrir les chansons de Rodriguez, que d'aucuns considèrent aujourd'hui comme l'égal d'un Dylan – la constance politique en plus. À voir ces images, on se dit que la justice existe ; et à écouter Rodriguez, que la contestation ne pourra plus se passer de ses chansons, encore brûlantes en ces temps d'agonie du système.

Julien Lanoli

Film : *Sugar man* de Malik Bendjelloul, sortie en salle le 26 décembre 2012

Albums : *Cold fact* (1970, Light in the Attic, réédition), *Coming from reality* (1971, Light in the Attic, réédition), *Searching for Sugar man* (2012, Sony, bande originale du film).

JAZZ

LE TRICOLLECTIF

Ce collectif de musiciens improvisateurs, originaire d'Orléans, crée une musique hors des sentiers battus, poétique, libre et engagée. Il nous invite à voyager dans un univers sonore rempli de couleurs, de chaleur, de transe et d'intimité. Ici, le jazz et l'improvisation fusionnent sans concession et dépassent ensemble, radicalement, les barrières sonores d'un «politiquement correct» devenu trop souvent la norme aujourd'hui. Car l'essence même du jazz est bien de déranger, de se révolter, de crier sa haine d'une société toujours plus inégalitaire. Soutenir la culture aujourd'hui c'est lutter contre toute forme d'appauvrissement et d'abrutissement de celle-ci. Mais c'est également soutenir les musiciens créateurs, qui, avec courage et opiniâtreté, résistent au conformisme ambiant et à la marchandisation culturelle.

Edgar (commission culture)

Retrouvez sur internet les albums de Marcel et Solange, Walabix, Théo Ceccaldi Trio... : www.tricollectif.fr



POLAR

LE PROJET SHIRO,

David S. Khara, coll. Domaine policier, 10/18, 2012, 336 pages, 7,50 euros
Eytan Morg, chasseur de nazi et agent secret du Mossad, est de retour. Tout juste rescapé de son affrontement avec Bleiberg (*Tout est à nous!* N°166), déclinaison contemporaine du docteur Frankenstein version nazie, il va devoir s'allier à sa pire ennemie afin de sauver son chef, Eli Karman, retenu en otage. L'objectif : récupérer des armes bactériologiques. Par la même occasion, il explore le pendant japonais des recherches médicales nazies menées dans un centre installé en Mandchourie. À la fin de la guerre, comme en Europe, nombre de bourreaux seront couverts par la CIA. Cette question des racines du mal contemporain traverse ce qui est annoncé comme une trilogie : vivement le troisième tome!

Henri Clément



BANDE DESSINÉE

FAWCETT, LES CITÉS PERDUES D'AMAZONIE,

G. Dorison, A. Bocci, coll. Explora, Glénat, 2012, 56 pages, 14,95 euros.
Malgré l'apparition du GPS et de Google Earth, notre société témoigne d'une étrange fascination à l'égard des grands explorateurs. La collection Explora, chez Glénat, est entièrement consacrée à ces derniers. Après Magellan ou Burton, le dernier volume publié est consacré à un personnage moins connu, Fawcett. Dans la première moitié du XX^e siècle, cet explorateur rétif aux recours technologiques se lance à l'assaut de la forêt amazonienne, à la recherche d'une civilisation oubliée. Dans l'enfer vert, loin de toute civilisation, le parcours de cet homme téméraire n'est pas sans rappeler celui d'Aguirre, le conquistador mégalomane. Le dossier en fin d'ouvrage donne de précieux éléments de compréhension et rappelle combien ces explorateurs jouent un rôle important dans notre imaginaire – le personnage d'Indiana Jones, l'archétype du professeur baroudeur, aurait d'ailleurs été directement inspiré par Fawcett.

Henri Clément



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
librairie
★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<table border="0"> <tr> <td>Hebdo</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>14 € par trimestre</td> <td>Hebdo + Mensuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>25 € par trimestre</td> </tr> <tr> <td>Tarif standard</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>10 € par trimestre</td> <td>Jeunes/chômeurs précaires</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>19 € par trimestre</td> </tr> </table>	Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre	Tarif standard	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT : _____ CODE GUICHET : _____</p> <p>N° DE COMPTE : _____</p> <p>CLÉ RIB : _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Titulaire du compte</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>	<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>
Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre									
Tarif standard	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre									

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard					
Hebdo	<input type="checkbox"/>	28 €	<input type="checkbox"/>	1 an	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	22 €	<input type="checkbox"/>	1 an	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	50 €	<input type="checkbox"/>	1 an	100 €
Tarif jeunes/chômeurs/précaires					
Hebdo	<input type="checkbox"/>	20 €	<input type="checkbox"/>	1 an	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	38 €	<input type="checkbox"/>	1 an	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



GEORGES ABDALLAH La France persiste... et ne signe pas !

L'acharnement de l'État français, des États-Unis et d'Israël contre le militant communiste libanais Georges Ibrahim Abdallah ne faiblit décidément pas. Alors que sa huitième demande de libération avait enfin connu une issue positive le 24 novembre, l'audience du lundi 14 janvier devait constituer l'épilogue d'une farce judiciaire qui dure depuis 28 ans. Las, Georges reste en prison, otage de Manuel Valls – encore lui – qui refuse de signer l'arrêt d'expulsion auquel était conditionnée cette libération. Il est bien connu que le ministre de l'Intérieur entretient des liens étroits avec Israël et les États-Unis, et que l'intervention vendredi de la porte-parole du gouvernement américain Victoria Nuland s'insurgeant contre la mise en liberté de Georges Abdallah n'a pas dû le laisser indifférent.

Cette nouvelle obstruction à l'application d'une décision de justice s'est immédiatement traduite au Liban par une mobilisation de la gauche libanaise: une manifestation s'est tenue le soir même devant l'ambassade de France, un campement permanent y a été mis en place, jusqu'à la libération de Georges. Les murs de l'ambassade ont été tagués de slogans hostiles au gouvernement français, des pierres et des œufs ont été projetés sur la façade. Le Premier ministre libanais a quant à lui, convoqué l'ambassadeur de France à Beyrouth pour lui signifier que «le retard dans la libération de Georges Abdallah était injustifié et portait atteinte à ses droits civiques». L'obstination française pourrait bien se transformer en crise diplomatique... et se retourner contre Valls.

Alain Pojolat

Le comité pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah appelle à un rassemblement samedi 19 janvier (cf. agenda page 2).

CONSEIL GÉNÉRAL 76 Éducateurs de rue à la rue

Le Conseil général de Seine-Maritime, à majorité socialiste, a divisé par deux le budget de la prévention spécialisée. 6,8 millions en 2012... 3,4 millions en 2013. Une conséquence directe du budget d'austérité, voté par les députés socialistes, qui gèle l'enveloppe de l'État aux collectivités territoriales et prévoit de la réduire de 1,5% pour les deux prochaines années. Un budget qui taille dans le social, la mission essentielle des conseils généraux. Et comme depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, le conseil général ne réclame plus à l'État les 820 millions d'euros qu'il lui doit pour transfert de charge non compensé, c'est l'austérité assurée.

Manifestation à Rouen devant le conseil général, le jour du vote, de 150 éducateurs de rue, avec des jeunes des quartiers, Canteleu, Darnetal... Occupation et haka dans le hall du CG d'une quarantaine d'éducateurs, avec des panneaux «le changement, c'est maintenant», pour dénoncer un budget qui va supprimer une centaine d'éducateurs de rue dans le département, mettre la prévention par-dessus bord, et la police comme seule réponse à la délinquance. Un budget qui réduit aussi la masse salariale du CG 76. «Une machine à broyer les espoirs» selon Jean-Louis Jegaden, porte-parole des élus PCF-Front de gauche au conseil général... qui se sont pourtant honteusement abstenus sur ce budget d'austérité «pour être les plus utiles possible, au sein de notre majorité». «Au sein de notre majorité», c'est bien le problème. Comment être dans une majorité qui pratique l'austérité? Si ce n'est pour préparer les discussions qui commencent avec le PS pour les municipales de mars 2014.

Frank Cantaloup

Le chiffre

150 000

C'est le nombre de réfugiés maliens chassés vers les pays voisins par le conflit, chiffre donné le mardi 15 janvier par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies. Le nombre de personnes déplacées au sein du pays est proche de 230 000, d'après le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Onu (Ocha).

MERCI !

Le NPA réussit sa souscription 2012

Avec un résultat final de 213 713 euros, la souscription 2012 est une réussite politique. Plus de mille personnes ont fait un don au NPA.

Ce résultat est une bonne nouvelle. Alors que notre parti vient de vivre une scission et une séquence électorale difficile, alors que nos effectifs ont diminué, le NPA démontre que ses militantEs et ses sympathisantEs sont capables de se mobiliser. En effet, le résultat final dépasse de 18 000 euros celui de 2011. La réussite de cette souscription était d'autant plus nécessaire que depuis nos piètres résultats aux élections législatives de juin 2012, le NPA ne bénéficie plus de financements de l'État pour les 5 prochaines années. Pendant ce temps, l'UMP et le PS se partageront, chaque année, pas loin de soixante millions d'euros... Avec les cotisations des militantEs du NPA, la souscription permettra de faire vivre le parti dans les prochains mois. Mais des problèmes demeurent, en particulier si l'on considère que de nouvelles élections auront lieu en 2014: municipales, européennes... et chaque fois, le seul matériel électoral officiel coûte plus d'un million d'euros!

L'activité du NPA, dans les luttes et dans les urnes, reste donc soumise à hypothèque. Elle sera levée en premier lieu par notre capacité à redonner confiance dans notre projet politique, condition première pour susciter le soutien et le vote des sympathisantEs, les adhésions de nouveaux militantEs, l'activité des camarades... et les dons!

En 2013, le NPA sera à l'offensive. Contre l'austérité de gauche, la casse sociale et le zèle sécuritaire du gouvernement; contre la droite et l'extrême droite qui préparent leur retour tonitruant sur les ruines du social-libéralisme. Le NPA défendra la perspective d'une opposition de gauche avec toutes les forces qui refusent de payer leurs crises. À très bientôt pour la souscription 2013!

Pierre Baton et Sylvain Stilfe
(pour la commission financière)

Sans-papiers Une brèche s'est ouverte



Après 73 jours de grève de la faim, les sans-papiers du comité de Lille (CSP59) ont suspendu leur grève de la faim. Ils et elles ont obtenu des récépissés et l'établissement d'un calendrier pour l'examen «bienveillant» de leurs dossiers.

Si la grève est suspendue, la lutte continue et, à travers elle, les sans-papiers lillois nous donnent une leçon. Ils ont montré que le changement devra être imposé à Hollande et Valls. Ils et elles ont fait l'expérience de la violence et du mépris du pouvoir socialiste (expulsions, mises en rétention et humiliations quotidiennes diverses).

Il aura fallu le développement d'un mouvement de solidarité à l'échelle nationale pour que la préfecture reconnaisse leur mouvement et leur situation. Des actions d'occupation (nonciature apostolique, siège du PS, siège de l'AFP à Paris, Air France à Marseille, locaux du PS à Rennes...), des rassemblements et manifestations dans

plusieurs villes (Strasbourg, Paris, Grenoble, Toulouse...) se sont multipliés dès le début du mois de janvier, obligeant le préfet à faire des propositions.

Une dynamique d'unification du mouvement

Autour du soutien aux sans-papiers lillois est née ce que craint le plus le ministre de l'Intérieur: une dynamique de réunification du mouvement des sans-papiers et d'élargissement du soutien. Dans les appels «Faut-il mourir pour avoir des papiers» se sont rassemblés de nombreux collectifs de sans-papiers, mais aussi des associations (ATMF, Brigade Anti Négrophobie, Droits Devant, Fasti, MRAP, FICR, Coordination

contre le racisme et l'islamophobie, Emergence, UJFP...), des sections locales de RESF, de la CGT ou de la FSU, Solidaires, la Fédération du Nord des jeunes communistes, Alternative Libertaire, le PIR, les Alternatifs, la GA et bien entendu le NPA. Le communiqué de la préfecture de Lille, qui a conduit à la suspension de la grève de la faim, faisait suite à un appel national lancé pour «faire monter la pression». Et lundi 14 janvier, une centaine de sans-papiers et soutiens sont allés manifester sous les fenêtres de Valls au ministère de l'Intérieur. Malgré les promesses écrites de Hollande et Ayrault, le ministre a refusé de rencontrer les sans-papiers, et au contraire, Valls a envoyé ses valets: 117 manifestantEs ont été embarquéEs (et relâchéEs deux heures après).

Grâce aux sans-papiers en lutte, une brèche s'est ouverte contre le «sarkozysme de gauche» de Valls, comme l'écrit le CSP59. Il est plus que temps de s'y engouffrer et de l'élargir pour briser la vague réactionnaire qui tente d'envahir nos rues.

Denis Godard



NO COMMENT

Cet accord... marque l'avènement d'une culture du compromis, après des décennies d'une philosophie de l'antagonisme social

LAURENCE PARISOT, PATRONNE DU MEDEF, après la signature de l'accord «sur la sécurisation de l'emploi» signé par le Medef et trois syndicats

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®